

NEWS D'ILL

MAGAZINE D'INFORMATION RÉGIONALE
JANVIER 2009 - N°95 - 3 EUROS

BIMÈS FTEL - CENTRE UNIVERSITAIRE D'ENSEIGNEMENT DU JOURNALISME - N° ISSN 0996-9624

2009

Avis de séisme sur les rives du Rhin

Arrimée au pays de Bade, l'économie alsacienne peut craindre une réplique

L'Alsace et le Bade-Wurtemberg face à la crise

La récession en partage P.3

LIRE AUSSI :

Alsace - Bade Wurtemberg : les lois de l'attraction, p.4

En images, l'effet dominos ou pourquoi les banques américaines ne font pas les affaires des coiffeurs alsaciens, p.5.



Le château de cartes de l'automobile P.6

LIRE AUSSI :

Rastatt est suspendue aux annonces de Mercedes, p.6 - A Orbey, le sous-traitant en sous régime, p. 7 -

Les ouvriers de Peugeot ne savourent pas leur repos, p.8 - Et pendant ce temps,

Neuenburg crée des emplois, p.9 - La bonne recette de Smart, p.9 - Réactions en chaîne, p. 9 - Les routiers redoutent la grande braderie, p.10 - Le transport fluvial entre deux eaux, p.10.

NEWS D'ILL

CENTRE

UNIVERSITAIRE
D'ENSEIGNEMENT DU
JOURNALISME -
UNIVERSITÉ DE
STRASBOURG

11, rue du M^e Juin
67043 Strasbourg
Tél : 03 88 14 45 34
Fax : 03 88 14 45 35
E-mail : scola@cuej.u-
strasbg.fr
http://cuej.u-strasbg.fr
http://mcsinfo.u-
strasbg.fr

DIRECTEUR DE LA

PUBLICATION :

Alain Chanel.

ENCADREMENT : Alain
Chanel, Sophie
Dufau, Nicole
Gauthier, Christian
Losson, Stéphanie
Peurière.

RÉDACTEUR EN CHEF :

Lilian Alemagna.

RESPONSABLE

ICONOGRAPHIQUE :

Stéphanie Goutte.

RESPONSABLE

MULTIMÉDIA :

Anaëlle Penche

RÉALISATION :

Sophie Albanési,
Lilian Alemagna,
Floriane Andrey,
Anette Bender,
Isabelle Bertinet,
Julie Bienvenu,
Aurélien Breton,
Gaëlle Dietrich,
Olivier Devos,
Julien Fournier,
Mathieu Galtier,
Florent Godard,
Stéphanie Goutte,
Anne Ilcinkas, Sophie
Lebrun, Anne-Sophie
Legge, Pierre Manière,
Elsa Marnette, Anaëlle
Penche, Imke Plesch,
Adrien Potocnjak,
Amaury Prieur,
Amandine Schmitt,
Christophe Zoia.

PHOTO DE UNE :

Anne Ilcinkas.

INFOGRAPHIES :

Floriane Andrey,
Julie Bienvenu,
Anaëlle Penche.

DESSINS :

Thomas Poczety

IMPRESSION :

Realgraphic, Belfort.



Banquier échaudé craint le prêt P.11

LIRE AUSSI :

Oséo se porte garant, p.11 - La vie en bleu pour les épargnants, p. 12 - **Les écureuils d'outre-Rhin multiplient leurs provisions, p. 13.** - Deux milliards d'euros de perte prévus pour la Banque régionale du Bade, p.13.



Immobilier P.14

LIRE AUSSI :

A Obernai, la fin de l'âge de pierre, p.15 - Les bailleurs sociaux épargnés, p.15 - En Forêt noire, jusqu'ici, l'artisanat va bien, p.16, Le spleen des immigrés, p.16 - Intérimaires galères, p.17 - Les collectivités françaises comptent leurs sous... - ... les villes allemandes chiffrent leurs pertes, p.17 - **Le vert bientôt mûr, p.18** Concurrence féroce entre les scieries rhénanes, p.18.



Surexposés au surendettement P.19

LIRE AUSSI :

Le mont-de-piété : distribanque d'urgence, p.19 - Les dons qui chutent, p.20 - **Le trompe-l'œil du discount, p.20** - Le tourisme en sursis, p.21 - Bon marché, p.21.

Et demain ?

Visions croisées - Economistes et entrepreneurs des deux rives livrent leurs prévisions. P.22-23

Le Dossier

L'actualité décryptée en cinq minutes par les étudiants du CUEJ.

Tous les samedis à 7h47 sur France Bleu Alsace, (101.4 dans le Bas-Rhin, 102.6 dans le Haut-Rhin). Egalement téléchargeable sur www.bleualsace.com



La récession en partage

Egalement traversés par la crise, l'Alsace et le Bade-Wurtemberg ne déploient pas les mêmes lignes de défense. D'autant que l'Alsace est directement dépendante des capacités de résistance de son voisin.

CERTES, la formule est convenue. Mais en ces débuts de ralentissement conjoncturel en Europe, elle est une nouvelle fois d'actualité : « Lorsque l'économie allemande tousse, l'Alsace s'enrhume. » Voisine de la grande région du Bade-Wurtemberg, six fois plus peuplée, quatre fois plus grande et sept fois plus riche, l'Alsace a longtemps vu son développement économique profiter du dynamisme du cousin allemand. Mais elle a aussi beaucoup souffert lorsque la machine industrielle se grippait outre-Rhin. Avec une croissance en recul de 0,5% au troisième trimestre 2008, l'Allemagne est entrée en récession.

chuté en octobre de 32%. Au vu des liens historiques entre les deux territoires (lire p.4), le ralentissement économique qui touche aujourd'hui l'Allemagne risque donc de marquer aussi l'Alsace. « Dans une crise de cette ampleur, même une région riche et dynamique comme le Rhin supérieur va souffrir », prévient Elie Cohen, directeur de recherche en économie au CNRS.

La récession allemande devrait ainsi freiner, voire stopper, les investissements badois en Alsace. Selon des chiffres de la Banque de France, 260 entreprises du Bade-Wurtemberg sont actuellement présentes en Alsace. Au total, elles emploient près de 17 000 personnes, dont 65% de

personnels ouvriers. Depuis 2000, un ralentissement est déjà visible : seules quatre entreprises allemandes se sont installées en Alsace en huit ans. Preuve du déséquilibre avec le voisin badois, seulement 69 firmes alsaciennes sont implantées dans toute l'Allemagne.

Les 26 300 travailleurs frontaliers alsaciens qui traversent chaque jour le Rhin sont aussi concernés par cette crise. A l'image des ouvriers des usines Mercedes de Rastatt (lire p.6-7), ils occupent des postes peu qualifiés, donc sensibles aux soubresauts de la conjoncture.

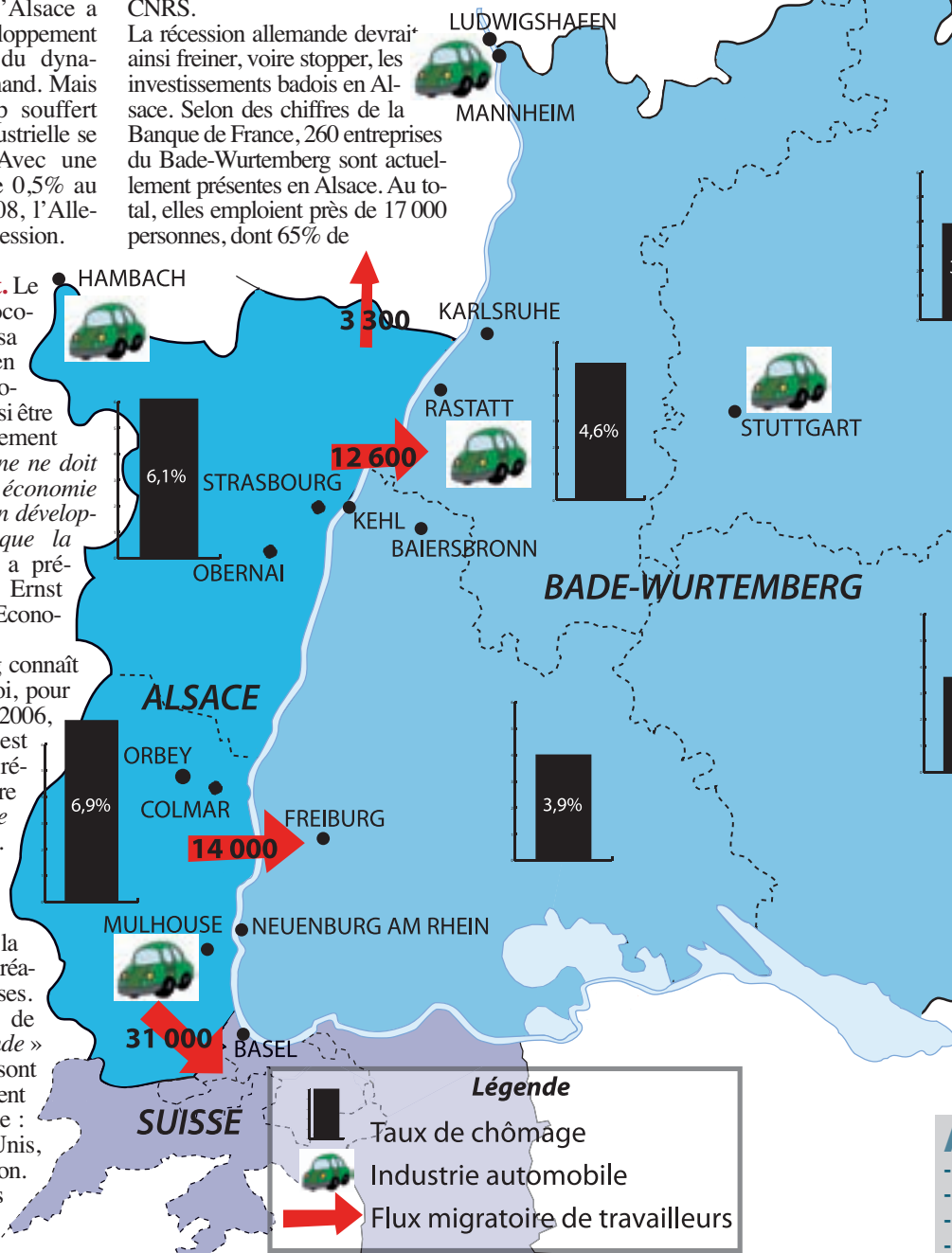
Chômage en hausse. Jusqu'à présent, le manque de main-d'œuvre dans la région frontalière avait permis à nombre de travailleurs français ne trouvant pas d'emploi en Alsace de se reporter sur les entreprises et usines voisines. Avec la hausse du chômage attendue dans les prochains trimestres côté allemand, le recours à ces travailleurs devrait être moins important.

Même si l'on est encore loin d'un effondrement de l'économie régionale, l'Alsace subit déjà les effets de ce ralentissement de la conjoncture. Son taux de chômage a augmenté en octobre de 0,2 point, à 6,6%.

Le tissu d'entreprises alsacien étant à majorité industriel et avec des emplois à qualification moyenne, la région est d'autant plus vulnérable. La crise touche déjà le secteur automobile (lire p.6 à 9), l'immobilier et le secteur du bâtiment (lire p. 14 à 18). D'autres domaines se retrouvent également en difficulté comme l'industrie du bois.

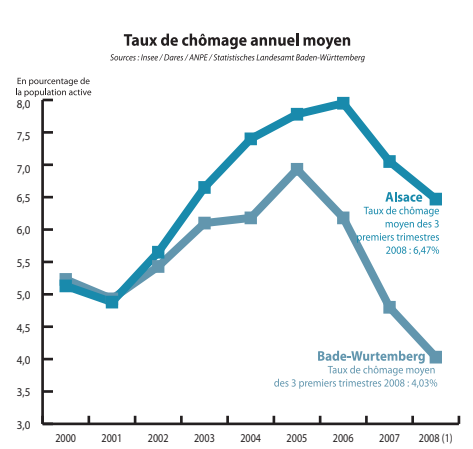
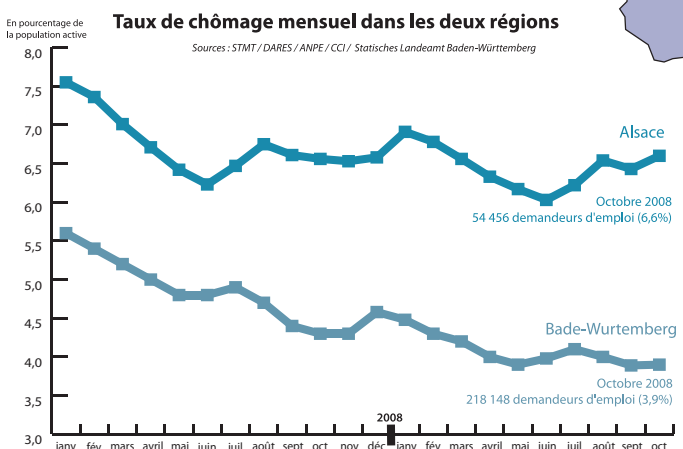
Des entreprises dont le terrain de jeu était le marché français ●●●

Un champion défait. Le Bade-Wurtemberg, locomotive du pays avec sa croissance à 2,5% en 2007 et son taux de chômage à 3,9%, va lui aussi être touché par le ralentissement économique. « Personne ne doit être surpris si notre économie connaît dans le futur un développement plus faible que la moyenne nationale », a prévenu début décembre Ernst Pfister, le ministre de l'Economie du Land. Si le Bade-Wurtemberg connaît toujours le plein emploi, pour la première fois depuis 2006, son taux de chômage est en légère hausse et la région s'attend à connaître une croissance « proche de zéro » pour 2009. L'une des raisons majeures de ce coup de fatigue rencontré par l'économie badoise est la baisse des exportations réalisées par ses entreprises. Fières de leur statut de « champions du monde » dans ce secteur, elles sont victimes du ralentissement de la demande mondiale : -20% vers les Etats-Unis, -7% en direction du Japon. Dans le même temps, les carnets de commandes à l'export dans l'industrie ont



Alsace
 - 1 737 145 habitants
 - 8 280 km²
 - Préfecture: Strasbourg
 - PIB/habitant : 26532 euros (2007)
 - Exportations/habitant : 13 200 euros (2007)
 - Taux de croissance : 3,2% (2007)

Bade-Wurtemberg
 - 10 754 191 habitants
 - 35 751 km²
 - Capitale : Stuttgart
 - PIB/habitant : 31 400 euros (2007)
 - Exportations/habitant : 14 500 euros (2007)
 - Taux de croissance : 3,5% (2007)



Sources de la carte : INSEE, Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, Conférence du Rhin supérieur.

●●● et européen se retrouvent aujourd'hui concurrencés par des géants allemands de retour en Europe à cause du ralentissement de la demande américaine. Pour preuve, la France est redevenue au dernier trimestre la première destination des produits badois.

21^e en Europe. Pour faire face à la récession, nombre d'entreprises badoises redévoient leurs exportations vers l'Union européenne (+4%) mais privilégient surtout les pays émergents avec la Chine

(+31%), la Russie (+27%) ou encore le Brésil (+24%). Outre ce pari sur l'étranger, le Bade-Wurtemberg compte sur l'essor de son industrie verte. Eolien, solaire, géothermie, le sud du pays de Bade développe ces technologies depuis dix ans. Avec l'industrie automobile, chimique et pharmaceutique, le secteur industriel des énergies renouvelables a permis à la région de relancer son économie à une époque où son taux de chômage frôlait les 9%, en 1997. « L'Alsace doit continuer à développer des pôles de compéti-

tivité dans les biotechnologies, l'automobile verte, l'industrie pharmaceutique, préconise René Kahn, économiste à l'Université de Strasbourg. Elle subit les effets d'une crise économique mondiale à un moment où elle était structurellement fragile. Elle doit réussir sa mutation industrielle grâce à une élévation du niveau de formation de ses travailleurs. » Mais à l'inverse du Bade-Wurtemberg, région d'Europe qui investit le plus dans la recherche et le développement, l'Est de la France n'occupe que la 21^e

place de ce classement établi par l'Union européenne. « L'Alsace n'a pas encore le profil d'une grande région tertiaire et est désormais moins attractive que d'autres territoires », estime René Kahn.

Les choix de développement faits par le Bade-Wurtemberg à la fin des années 1990 deviennent ainsi, dix ans plus tard, ses atouts. C'est la voie que devrait emprunter l'Alsace si elle veut être, dans le futur, moins dépendante des aléas de son voisin

Lilian Alemagna

Alsace-Bade-Wurtemberg : les lois de l'attraction

Depuis 150 ans, les économies des deux rives sont intimement liées. D'abord moteur, l'Alsace est rapidement dépassée par le dynamisme badois.

DÈS le XIX^e siècle, l'Alsace et le Bade-Wurtemberg ont entretenu des liens étroits. Parfois réticents, parfois demandeurs, les acteurs de l'économie alsacienne ont vu leur territoire modelé par l'influence allemande. En contrepartie, ce grand voisin a su attirer de la main-d'œuvre sur son sol quand son industrie en manquait. La crise actuelle trouve des résonances dans l'histoire des deux régions. Déjà, à l'époque de la révolution industrielle, les Allemands passent la frontière pour s'installer en Alsace. La cause de cette attraction, la filière textile qui fleurit dans le Haut-Rhin dès 1746, et particulièrement dans les usines de Mulhouse dont les toiles indiennes circulent au sein d'un commerce mondialisé. Cette réussite attire les ouvriers mais aussi les cadres badois voisins qui viennent en Alsace pour se former. Lorsque l'industrialisation allemande commence dans les années 1830, la tendance s'inverse.

L'Allemagne devant. « L'Allemagne débute avec retard sa révolution industrielle. Mais ses industries prennent rapidement leur essor grâce à un fort taux d'alphabétisation, à une émigration massive vers les villes et à l'extraction du charbon de la Ruhr », explique Michel Hau, historien, spécialiste de l'économie du Rhin supérieur. L'économie allemande prend alors le pas sur sa voisine, et pour longtemps.

En 1870, l'annexion de l'Alsace à son grand voisin oblige les acteurs de l'économie à se reconverter vers le marché allemand ou à quitter la région. Dans le secteur financier, beaucoup de bourgeois francophiles tentent de résister aux banques allemandes. Ils créent des établissements à caractère régional ou local, comme la Banque d'Alsace-Lorraine ou la Société générale alsacienne de banque. Dès 1871, le secteur bancaire allemand tente de s'implanter à Strasbourg. C'est l'arrivée de la Banque de Prusse, qui rencontre un succès limité. La fin du XIX^e siècle marque l'essor de l'indus-

trie automobile. Mathis fonde son atelier en 1904 et connaît une forte expansion, notamment grâce aux exportations dans les autres Länder. Quelques entreprises allemandes s'installent en Alsace, telles Daimler-Mercedes ou les camions Büssing de Braunschweig, investissant des capitaux et employant de la main-d'œuvre alsacienne, devenue allemande.

L'interdépendance entre les deux régions est telle que la crise des années 1930 touche à parts égales les deux côtés du Rhin. Le Bade-Wurtemberg souffre plus tôt que l'Alsace, à cause de l'importance de ses exportations vers les Etats-Unis. Comme dans la crise actuelle, l'industrie automobile, Mathis et Bugatti côté alsacien, Daimler à Stuttgart et Mannheim, voit leur activité diminuer fortement.

Cette période marque aussi le premier recul du textile en Alsace. Le Haut-Rhin est plus touché car il a une industrie peu diversifiée, surtout centré sur la filière laine et le tissage. Plusieurs usines et sous-traitants mettent la clé sous la porte. Des considérations politiques affaiblissent également l'économie alsacienne avec le « glacis » mis en place par les entreprises. L'arrivée d'Hitler en Allemagne et l'incertitude militaire entraînent l'arrêt des investissements en Alsace-Lorraine.

Après la Seconde Guerre mondiale, le Bade-Wurtemberg se remet plus facilement que l'Alsace. La dizaine de gravières réparties dans toute la plaine est utilisée pour reconstruire l'Alsace et Bade-Wurtemberg. Certaines entreprises françaises n'arrivent pas à se relever et déposent le bilan, telles Mathis qui s'était reconvertie dans la fabrication d'obus. Elle sera reprise par Citroën en 1953. En revanche, ce qui reste de l'industrie du textile se maintient jusque dans les années 1950 avant de s'effondrer. Quelques grosses entreprises fusionnent, à



Photos et collection de la BNU de Strasbourg



Le textile et l'automobile, deux activités étendards de l'Alsace. Aujourd'hui la première a disparu, l'avenir de la seconde est incertain. (A gauche : tisserie de Mulhouse, 1902. A droite, affiche publicitaire de Mathis, 1933).

l'image de DMC et Thiriez & Cartier-Bresson en 1961, mais toutes les petites usines des vallées de la Bruche et du val de Villé ferment entre 1954 et 1968. En cause, des outils de production vieillissants.

Quand l'Alsace s'adapte. Les ouvriers licenciés partent alors en masse travailler dans les plaines. Ils trouvent à s'employer dans la sous-traitance automobile, les meubles, le papier-carton ou les médicaments. Une capacité de reconversion qui s'est vérifiée dans l'histoire alsacienne, selon Michel Hau, et qui pourrait aider la région à réadapter son tissu économique à la crise actuelle.

Le contexte économique français, inflation et dévaluations successives du franc, fait augmenter le flux de travailleurs frontaliers vers l'Allemagne. Le Bade-Wurtemberg, en plein

« miracle économique » depuis le début des années 1950, devient extrêmement attractif avec une inflation inférieure à 2% et un taux de chômage inférieur à 1%.

Le besoin de main-d'œuvre à l'est du Rhin profite aux travailleurs alsaciens embauchés sur l'autre rive. Mais cette période d'euphorie s'estompe à la fin des années 1960 – avec une croissance nulle en 1966 – et s'aggrave avec le choc pétrolier de 1973. Selon Gert Kollmer von Oheimb-Loup, professeur d'histoire économique à l'université de Hohenheim, ces difficultés obligent l'économie allemande à développer de nouvelles technologies dans l'automobile et l'informatique. Le même phénomène est perceptible dans les années 2000 lorsque le ralentissement économique accélère les investissements allemands dans les énergies renouvelables.

Choc en retard. A l'inverse, le choc pétrolier de 1973 est ressenti en Alsace avec retard. Alors que le chômage de masse s'installe en France, Strasbourg et sa région voient leurs emplois augmenter jusqu'en 1981. Mais en l'espace de cinq ans, le chômage triple, la fermeture des industries (textile, cuir, BTP) n'étant pas contrée par un développement de l'emploi tertiaire.

La réunification allemande de 1990 crée des inquiétudes côté français. Les travailleurs alsaciens employés outre-Rhin craignent de perdre leur emploi au profit des populations de l'ancienne RDA. Une peur infondée, puisque l'ouverture de ce nouveau marché qu'est l'Allemagne de l'Est crée un appel d'air pour l'économie alsacienne. Sa balance commerciale s'inverse et devient positive. Surtout, 3000 nouveaux travailleurs frontaliers sont embauchés sur l'autre rive. En 1999, ils étaient 36 500 à traverser la frontière, soit le plus haut niveau jamais atteint.

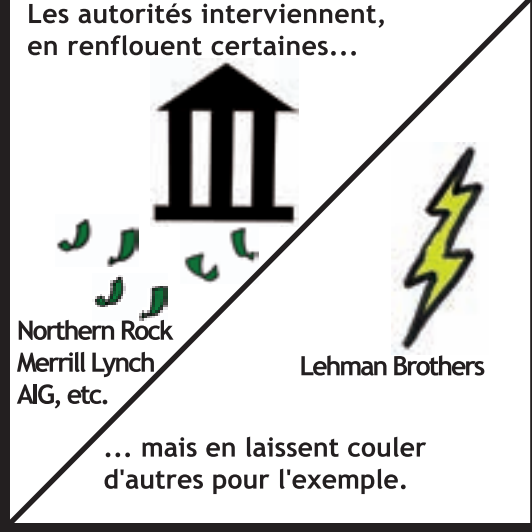
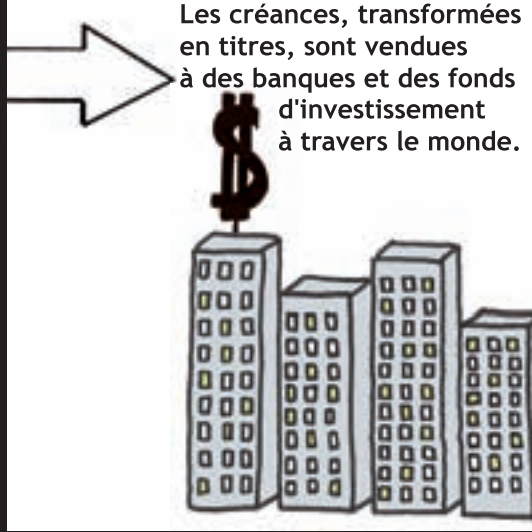
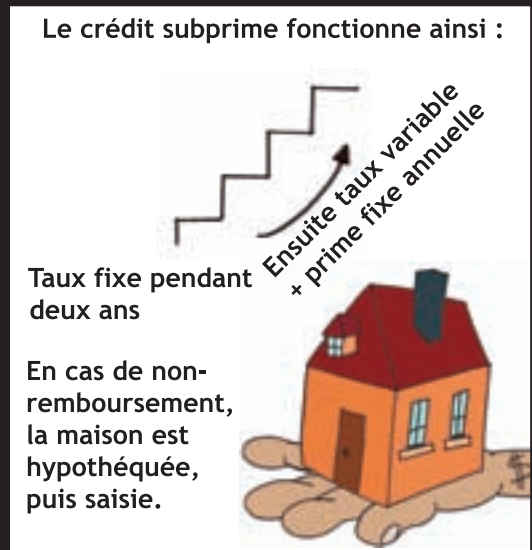
Elsa Marnette

L'effet dominos

Pourquoi les banques américaines ne font pas les affaires des coiffeurs alsaciens.

Réalisation : Sophie Albanesi et Amandine Schmitt / Dessins : Thomas Poczety.

Été 2007, chez un banquier de Cleveland...



Remerciement à Maxime Merli, professeur à l'Université de Strasbourg, Laboratoire de recherche en gestion et en économie.



Le château de cartes de l'automobile

Chute des ventes, carnets de commandes vides, hausse des stocks : les signes d'essoufflement se multiplient.

ACTUELLEMENT, on produit 1100 véhicules par jour contre 1500 en septembre et 1600 en juin », confie Eric Dupéron, le responsable communication de PSA Peugeot Citroën Mulhouse. Les immatriculations de voitures particulières du groupe ont chuté de 17,1% en novembre. Le chômage partiel et l'allongement des vacances de Noël s'ajoutent à la suppression d'équipes, au renvoi d'environ 500 intérimaires pour pallier la baisse de la demande. A cela s'ajoutera la contribution du site de Mulhouse au plan de suppression de 3550 emplois en France, via des départs volontaires. Les responsables du site General Motors de Strasbourg, symbole de l'investissement américain en Alsace en passe d'être vendu, ont prévu une baisse du volume de production de 20%. Les employés ont été mis d'office au chômage technique durant 18 jours.

L'effet domino. Dans le Bade-Wurtemberg, Mercedes et Porsche n'échappent pas à cette mauvaise passe. Si Porsche a annoncé le meilleur résultat de son histoire avec un bénéfice de 8,57 milliards d'euros grâce au rachat d'actions Volkswagen, le constructeur allemand a connu un ralentissement de sa production et une chute des ventes de 18%. L'usine principale à Zuffenhausen, près de Stuttgart, pourrait même fermer huit jours d'ici fin janvier, mettant plus de la moitié des employés au chômage technique. De son côté, Mercedes-Benz table sur des journées chômées, la réduction du travail hebdomadaire à 30 heures : ses ventes ont chuté de 26,6% en novembre. Daimler prévoit 570 suppressions de CDD et de contrats d'intérimaires à Rastatt et à Gaggenau.

Dans le Bade-Wurtemberg, 240 000 personnes réparties dans 817 entreprises travaillent pour l'automobile, soit près de 5% des actifs du Land. Cette industrie est le cinquième secteur en terme d'emplois. En Alsace, elle représente 15% de l'emploi industriel en Alsace et draine près de 90 000 emplois. PSA Mulhouse est le premier employeur alsacien avec 10 170

salariés et s'appuie sur près de 200 fournisseurs dans la région.

Retour aux 35 heures. De nombreuses entreprises – équipementiers et sous-traitants – dépendent de cette industrie. En Alsace, 70% des PME travaillent exclusivement pour PSA. Et quand PSA tourne mal, ce sont les sous-traitants qui s'écroulent. C'est pour tenter d'enrayer cet effondrement en chaîne que le gouvernement français a mis en place une prime à la casse des voitures anciennes en cas d'achat d'un véhicule neuf.

Les mesures de chômage technique se multiplient aussi chez les fournisseurs. A Benfeld, Adecut fabrique des pare-soleil et des ailerons pour les voitures. « La baisse des commandes a été brutale, nous avons dû repasser aux 35 heures », affirme Bernard Rinckwald, le gérant. Si aucun emploi n'est menacé à court terme dans cette entreprise, d'autres ont déjà renvoyé les intérimaires ou les CDD. Mahle Pistons France à Ingersheim a fermé une ligne de production diesel : 69 contrats d'intérim ont été supprimés.

Dans le Bade-Wurtemberg, « le refus des banques d'accorder des crédits pourraient mettre 30% des sous-traitants dans des situations graves d'endettement », affirme Vinzenz Schwegmann, directeur de l'entreprise de conseil Alix Partners. Il y a un risque de hausse du nombre de faillites en 2009. Les sous-traitants allemands sont dans la même situation que leurs confrères alsaciens. L'entreprise Micronas, à Fribourg, fabrique des puces électroniques. Elle a enregistré sept déficits au cours des huit derniers trimestres et a dû se séparer de plus de la moitié de ses intérimaires. Il en est de même dans tous les secteurs dépendant de l'automobile, l'électronique, le métal, la plasturgie, etc.

Se diversifier. Pourtant, quelques entreprises arrivent à tirer leur épingle du jeu. Secome, à Benfeld, compte 17 employés et fabrique des moules pour objets en tous genres. « L'industrie automobile ne compte que pour un tiers dans notre chiffre d'affaires », affirme Bernard Rinckwald, le gérant. « La crise va assainir le marché », ajoute-t-il, confiant.



Le concessionnaire Mercedes à Kehl. Les ventes du groupe ont chuté de 26,6% en novembre.

AEMO Automation, à Sausheim, travaille pour les sous-traitants automobiles, mais intervient aussi dans la chimie et la pharmacie. Marc Nass, chef d'entreprise, a décidé, lui, d'axer le travail de son entreprise sur des structures qui ne sont pas cotées en bourse pour éviter la crise. A Schirmeck,

TRW subit directement l'impact des baisses de production chez les constructeurs. Mais la direction a choisi de mettre « le paquet sur la formation et la recherche-développement » pendant cette période difficile. Michel Aubry, secrétaire général de la CFDT Bas-Rhin et employé chez TRW, veut rester op-



Rastatt est suspendue aux annonces de Mercedes

1680 frontaliers se sentent particulièrement vulnérables.

FACE à une demande en baisse, Mercedes a adapté sa production dans toutes ses usines allemandes. À Rastatt, d'où sortent les classes A et B – l'entrée de gamme chez Mercedes – 120 contrats d'intérim n'ont pas été reconduits début décembre et les vacances de Noël ont été prolongées – quatre semaines au lieu de deux. Au moment du changement d'équipes, on évite d'aborder le sujet. « *Qu'est-ce qu'on pourrait bien dire ?* » interroge Michael*, visiblement énervé. *Tout ce qu'on sait, c'est ce qu'on lit dans les journaux.* »

Tête des mauvais jours. Les 6500 ouvriers sont bringuebalés entre rumeurs anxiogènes et déclarations parcimonieuses de l'usine-mère. Dimitri, arrivé d'Europe de l'Est il y a une dizaine d'années, a choisi de rester positif : « *Au moins j'aurai plus de temps avec ma famille.* » Peter, à la maintenance, s'estime à l'abri : « *Même si les chaînes de production sont arrêtées, nous, à la maintenance, nous aurons toujours du travail* », dit-il. Chez Ian, dont le CDD expire

en septembre 2009, la confiance en l'avenir se teinte même de naïveté. « *D'ici là, la situation sera revenue à la normale et je serai embauché.* »

Ce vendredi après-midi, porte 6, les ouvriers qui regagnent leur voiture ont plutôt la tête des mauvais jours. « *Plus de vacances à Noël, c'est sympa mais ce n'est pas très bon signe* », soupire Brigitte, une des 1680 Alsaciens qui traversent la frontière chaque jour pour venir à l'usine. « *La situation est stressante : on a du mal à se projeter dans l'avenir* », enrage Kristin. Une première pour la jeune femme qui travaille depuis dix ans sur la chaîne de production. Ses collègues craignent surtout l'instauration du chômage partiel. « *J'ai peur parce que j'ai ma famille à nourrir* », explique Gerhard, dont la femme reste à la maison pour s'occuper des enfants.

Hans, lui, a entendu les premiers échos sur des négociations en cours entre le comité d'entreprise et la direction. « *Il est question de chômage technique ou de passer à 30 heures de travail hebdomadaires*, rapporte-t-il. *Pour nous, dans tous les cas, cela signifierait une*

perte de salaire de 300 à 500 euros par mois. » Le chômage technique sévit déjà dans une autre usine du groupe Daimler, à Sindelfingen.

Ambiance mitigée. Mercedes, dont l'usine de 16 hectares trône à la bordure ouest de la ville, est le premier employeur de la circonscription. La ville de Rastatt toute entière est suspendue aux prochaines décisions du comité d'administration de Daimler.

Dans la Kaiserstrasse, l'artère commerçante de la ville, les enseignes craignent de voir leur clientèle s'amenuiser. Au bar Einstein, la patronne a déjà constaté une baisse de la fréquentation depuis septembre. « *On a perdu 15% de notre chiffre d'affaires*, se lamente-t-elle. *En cas de chômage technique chez Mercedes, on perdra encore plus. Mais difficile de dire combien.* » Seul espoir pour tous : une convention collective protège une partie des ouvriers embauchés en CDI de tout licenciement économique jusqu'en 2011.

Aurélien Breton
Imke Plesch

*Tous les prénoms ont été modifiés.

Mark IV comptait 65 intérimaires en septembre. Il n'y en a plus aucun.

A Orbey, le sous-traitant en sous régime

Mark IV produit pour PSA et BMW. Toute la vallée de la Weiss dépend de sa santé.

Ly a encore quelques mois, on entendait sans arrêt des camions faire des aller-retours. Maintenant, c'est beaucoup plus calme », remarquent Marie et Thérèse depuis leur jardin. Ces retraitées habitent à deux pas de l'usine Mark IV d'Orbey (Haut-Rhin). Elles discutent au retour des courses et s'inquiètent depuis quelques mois de la baisse d'activité de l'entreprise. Situé à l'entrée du village, au cœur de la vallée de la Weiss, le sous-traitant automobile fabrique des pièces pour moteurs. Fort de 380 salariés, il constitue le premier pourvoyeur d'emplois de cette commune de près de 4000 habitants.

Un grand coup de frein. 13 heures, changement d'équipes. Ouvriers en bleu de travail et employés quittent l'usine. « *Avant les congés d'été, tout laissait penser qu'on aurait besoin de plus d'intérimaires que prévu*, témoigne Fabine Deguise, déléguée syndicale CFTC. *Mais au retour, ce fut la catastrophe, le grand coup de frein des constructeurs automobiles. La chute a été brutale et on a licencié une centaine d'intérimaires.* » Comme de nombreux équipementiers, Mark IV a été touché de plein fouet par la diminution des commandes des ténors du secteur. Avec en tête



Pierre Manière/CUEJ

PSA et BMW, qui pèsent respectivement 40% et 35% du chiffre d'affaires de l'entreprise. Pour la première fois depuis l'installation de l'entreprise à Orbey, l'usine fermera ses portes deux semaines pour les congés de Noël. « *On sait que d'ici fin février, on devrait avoir 22 jours de chômage technique : dix en décembre, huit en janvier et quatre en février* », égrènent Myriam et Sandra, deux trentenaires de la vallée, qui travaillent sur les chaînes de montage. Rémunérées 1350 euros brut par mois, elles toucheront moitié moins en période de chômage technique.

« Que restera-t-il ? » « *Je suis salarié ici depuis 12 ans. C'est la première fois qu'on est touché par la crise* », renchérit David, qui habite Kaysersberg, à 10 kilomètres d'Orbey. Ce technicien ajusteur craint « *des coupes d'effectif après février* ».

Dans la vallée, personne n'ose imaginer la fermeture d'une usine installée depuis près de 50 ans. « *Il m'est arrivé de coiffer des clients, intérimaires chez Mark IV. Ils étaient soucieux. Mais au village, on pense que ça ne durera pas* », veut croire Isabelle, entre deux coups de ciseaux. « *Mark IV est le seul employeur pour les gens non-qualifiés du coin, s'emporte Bénédicte, habitante de la vallée. Et ils sont nombreux à Orbey et dans les villages aux alentours. Sans Mark IV, que restera-t-il ?* »

« *Heureusement le village vit aussi grâce à l'hôtellerie et au tourisme* », soutient Laurence, salariée de Mark IV. Elle se ravise : « *Même si avec la crise les gens vont sûrement hésiter à partir en vacances...* »

Pierre Manière
Anaëlle Penche



Anne Icmkasi/CUEJ

timiste : « *Même si on a eu des coupes d'effectifs à l'usine (ndlr: une équipe de 45 personnes a été supprimée), lorsque la reprise sera là, on veut être capable de produire 23 ou 24 millions de soupapes comme avant.* » Seule inconnue du problème : la date de la reprise.

Floriane Andrey



Lionel Vadam / Le Pays

Les chaînes de montage tournent au ralenti et les parkings de stockage de voitures neuves ne désemplissent pas.

Les ouvriers de Peugeot ne savourent pas leur repos

Ils ont évité le chômage technique. Mais le doute s'installe.

L est 17 heures et l'usine Peugeot est éteinte. A l'entrée de Sausheim, le long de l'autoroute A36 qui mène de Bâle à Mulhouse, la circulation est fluide. D'habitude, à cette heure-là, les voitures des salariés de l'entreprise automobile ralentissent le trafic. Pas ce vendredi de novembre qui ressemble à un mois d'août. Le site, d'où sortent habituellement chaque jour 1096 voitures moyenne gamme de PSA, des C4 (Citroën), des 206 et des 308 (Peugeot), est en veille jusqu'en janvier. Depuis la fin de l'été, la dernière industrie mulhousienne est à son tour mal en point, après la fermeture du textile et des mines de potasse.

Les premiers signes de faiblesse sont apparus à l'été 2008, quand la direction a annoncé aux 10 020 salariés mulhousiens qu'ils n'auraient

pas quatre semaines de congé au mois d'août, comme chaque année, mais cinq, et que l'usine ne reprendrait sa production que la première semaine de septembre.

L'information a surpris, d'autant que Peugeot avait embauché plus de 1000 intérimaires au printemps, et que pour tout le monde, c'était preuve de bonne santé. Depuis, chaque réunion mensuelle du comité d'établissement (CE) dicte le nombre de jours de repos forcé du mois suivant. Fin novembre, certains en étaient à leur trentième jour non travaillé. La plupart d'entre eux ne travaillera que deux semaines en décembre.

Stocks coûteux. L'usine est morte, mais les parkings de voitures neuves qui la jouxtent font le plein. Le niveau de stock, coûteux, est inhabituel.

Chez Peugeot, une voiture commandée est une voiture produite. Les ouvriers n'y comprennent plus rien : « *Il paraît qu'en ce moment, pour une commande, cinq voitures sont fabriquées* », commente un ancien de l'entreprise.

Il en faudrait plus pour ébranler les Peugeot, qui ont vu leur usine survivre à différents passages à vide : « *Peugeot est une bonne marque, qui a toujours su prendre les bons virages au bon moment*, poursuit l'ouvrier. *Par exemple, la 205 nous a sauvés au début des années 90.* »

Démotivation. Ces journées de repos forcé sont rémunérées : grâce à un accord syndical signé en 2005, les employés restent chez eux, mais sont payés normalement, sans être obligés de compenser la totalité des heures non effectuées. Le soir, la télévision relaye la crise, et la dégringolade de l'automobile : « *On ne peut pas se plaindre, comparé à Renault. On touche du bois, on ne sait pas combien de temps ça va durer* », remarque Béatrice (1) une ouvrière de la chaîne peinture, dans l'entreprise depuis plus de dix ans.

Car derrière l'insouciance apparente, les salariés prennent tout doucement conscience de la gravité de la situation. Cette forme de chômage technique les déstabilise, et en démotive certains : « *Travailler deux jours au milieu d'une semaine de chômage, ça ne peut qu'amener à de la mauvaise qualité*, admet une syndicaliste. *Personnellement, je n'achèterai pas une voiture construite en ce moment.* » L'un de ses collègues poursuit : « *On sait pertinemment que PSA n'est pas là pour nous payer à rien faire. On sait aussi qu'à un moment donné, ils vont nous dire stop. Le problème, c'est qu'on ne sait pas quand.* »

Les plus pessimistes en arrivent à évoquer – sans y croire – la fermeture de l'usine. « *Je préférerais perdre un peu d'argent tous les mois et être sûre de garder mon travail à la sortie de la crise* », ajoute Béatrice. Déjà, le site mulhousien prête des ouvriers à celui de Sochaux, distant d'une cinquantaine de kilomètres. Le vieil ouvrier s'inquiète : « *Si Mulhouse ferme, on devra quitter l'Alsace pour aller travailler en France.* »

Stéphanie Goutte

(1) Le prénom a été modifié.

→ **Chômage** : Il s'agit des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un. Sa mesure est complexe. Les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir. Il existe en France deux

unités de mesure : les statistiques mensuelles du ministère du Travail, élaborées à partir des fichiers de l'ANPE, et l'évaluation du Bureau international du travail (BIT), qui en donne une définition plus large.

→ **Chômage technique - Kurzarbeit** : Situation des salariés lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité sans pour autant licencier ses

salariés. Le système d'indemnisation du chômage technique permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle. En Allemagne, la différence avec le salaire net normal est compensée par l'agence pour l'emploi à hauteur de 60%.



Et pendant ce temps, Neuenburg crée des emplois

De nouveaux ateliers s'installent sur sa zone industrielle.

NEUENBURG, petite ville allemande de 12000 habitants, proche des frontières suisse et française, a tout bon. Un taux de chômage déjà équivalent au plein emploi et des entreprises ne cessent de venir s'y installer. Le maire Joachim Schuster, 52 ans, reçoit en personne les investisseurs potentiels pour parler affaires. Passionné de football, il se laisse guider par les principes du jeu – compétition, esprit d'équipe, fair-play – pour promouvoir sa ville. Avec succès.

Des sièges pour 308. Récemment, Neuenburg a remporté une partie importante. L'équipementier américain

Johnson Controls a décidé d'y faire construire une nouvelle usine pour 50 millions d'euros. A partir de janvier y seront fabriqués des sièges pour les Peugeot 308. « Ce sont 300 nouveaux emplois pour notre ville, se réjouit Joachim Schuster, et jusqu'à 600 dans quelques années. »

Johnson Controls fera partie des plus gros employeurs de la ville, des emplois qu'aurait pu récupérer le fournisseur français Faurecia, installé à Markolsheim. Mais PSA a préféré Neuenburg à l'Alsace.

« PSA cherche à diversifier ses fournisseurs pour gagner en indépendance, explique le maire. En plus, nous offrons des condi-

tions idéales. Nous sommes situés au carrefour de l'Europe et très bien reliés aux réseaux de transports. La semaine de 40 heures est la norme dans nos entreprises et puis les ouvriers allemands font tout de même moins souvent la grève que leur collègues français. » Au final, les Français y gagnent aussi. La moitié des postes chez Johnson Controls sera occupée par des transfrontaliers.

Production arrêtée. Reste à voir si Johnson Controls pourra maintenir les effectifs prévus l'an prochain. Malgré son dynamisme, Neuenburg ne sera pas épargnée par la crise économique, d'autant plus que les employeurs-clé de la ville – les équipementiers automobiles Johnson Controls et Vibracoustic, les entreprises pharmaceutiques Losan et Rexam ou encore l'entreprise de construction M-tec – agissent sur des marchés particulièrement fragilisés.

Les premiers signes de la récession s'annoncent déjà. Un employé de Losan confirme que la société se sépare d'une grande partie de ses intérimaires. Des rumeurs courent également sur Vibracoustic, presque 500 employés à Neuenburg. La production devait être interrompue pendant quatre semaines autour de Noël. Alors que certaines entreprises font face à des difficultés, d'autres continuent à s'implanter à Neuenburg.

Dynamisme. Waldemar Scherer, responsable de différents chantiers dans toute la région du Bade-Wurtemberg, s'étonne à chaque fois qu'il vient superviser une construction sur la commune. « Les deux zones industrielles ont une taille complètement surdimensionnée pour une petite ville comme Neuenburg, juge-t-il. Elle fait preuve d'un dynamisme impressionnant et cela malgré le contexte économique actuel. » Ce dynamisme, ils sont nombreux à l'attribuer à la volonté et au leadership de Joachim Schuster, maire depuis 1991. L'édile est une star par ici. En mai, l'équipe nationale de football des maires, que Schuster entraîne, a même remporté la coupe d'Europe en battant les Italiens en finale.

Une belle victoire même si les habitants auraient, selon Schuster, préféré gagner contre l'équipe française. « Un peu de compétition avec nos voisins français nous fait du bien, pense-t-il. Cela nous force à faire des efforts et à innover, ce qui nous aidera à nous en sortir. » La preuve : un nouveau chantier vient d'ouvrir à deux pas de l'usine Johnson Controls.

Anne-Sophie Legge

La bonne recette de Smart

La dernière petite citadine séduit les Américains.

LA récession ici, connais pas ! », plaisantent des ouvriers de l'usine Smart d'Hambach (Moselle). Alors que les constructeurs et équipementiers automobiles sont confrontés à une baisse d'activité sans précédent, l'ambiance est au beau fixe dans cette filiale de Mercedes.

« Le carnet de commande est garni et le climat social au top, sourit un ouvrier. Lorsqu'on voit des groupes comme PSA et Renault tailler dans leurs effectifs et réduire leur production, c'est sûr, on se sent un peu privilégié. »

« Le travail ne manque pas : presque tous les salariés (près de 800 à l'usine) sont à 39 heures par semaine », témoigne Julien. « Je suis intérimaire chez Smart depuis trois mois et demi, explique Sébastien. Je suis plutôt confiant pour le renouvellement de mon contrat. » Ici, 22 intérimaires

ont été embauchés en CDI en octobre. La direction s'est engagée à recruter de dix à quinze personnes supplémentaires dans les prochaines années.

« Depuis début décembre, on a accéléré les cadences sur les chaînes de montage pour fabriquer 3000 véhicules supplémentaires », claironnent Philippe et Pascal.

La production journalière de la citadine passe ainsi de 600 à 612 véhicules. Au total, 138 000 véhicules auront été produits lors de l'exercice 2008, contre 102 000 l'an passé.

Maintien des commandes. A l'origine de ce succès, le maintien des commandes en Europe (notamment en Allemagne et en Italie), mais surtout, le lancement, début 2008, de la Smart Fortwo sur le marché américain. « On exporte environ un tiers de la production aux Etats-Unis, explique Abdelhamid Ghermi, délégué syndical CGT. Il y a un véritable engouement pour cette petite citadine de luxe qui consomme peu. »

L'exercice 2009 s'annonce tout aussi florissant : Smart mise notamment sur la commercialisation de sa citadine en Chine et au Brésil pour doper ses ventes.

Du côté des syndicats, en revanche, on redoute la possibilité d'une délocalisation de la production si les commandes américaines devaient dépasser les commandes européennes. « Mercedes dispose déjà d'une usine au Brésil. Une délocalisation diminuerait les frais de transport et les délais de livraisons aux Etats-Unis, souligne Abdelhamid Ghermi. On reste donc attentif. »

Pierre Manière

Réactions en chaîne

La chimie automobile perd des contrats.

AHabsheim, la vie économique est rythmée par l'usine Peugeot toute proche. L'entreprise Afig Foessel retraite, depuis trente ans, les eaux chargées en métal qui ont servi à la production de pièces métalliques. « L'usine Peugeot de Vesoul a suspendu récemment tous ses projets avec nous, constate Dominique Buzaré, le chef de l'entreprise. « Nous devons notamment leur fournir une installation d'électro-coagulation pour la fabrication des ressorts. »

« L'activité va se ralentir en décembre, c'est sûr, mais nous avons des commandes jusqu'en avril 2009 », poursuit le soustraitant. Dans les ateliers de l'entreprise, des produits attendent d'être livrés. Dominique Buzaré connaît déjà cette situation : il n'en est pas à sa première crise économique. « Dans notre métier, c'est quand ça redémarre que nous sommes touchés. » Lorsque les entreprises disposent de nouveau de liquidités, elles ne réinvestissent pas en priorité dans le traitement des eaux. Optimiste malgré tout, il estime aussi que « la crise est un bon moyen de faire marcher la concurrence ». Une sorte de sélection naturelle, plaide-t-il, « qui permet à une société d'évoluer et de revoir tout son process ».

Licenciements. De l'autre côté du Rhin, des entreprises du secteur ont déjà commencé à licencier. À Laufenburg, à la frontière entre l'Allemagne et la Suisse, l'usine H.C Starck a annoncé début novembre la suppression de trente postes à cause d'une forte baisse de la demande. « Nous produisons des composants pour les pistons et cylindres, précise An-

dreas Becker, président du comité d'entreprise. Depuis quelques semaines, la demande a fortement baissé. » 150 autres emplois pourraient être menacés dans les cinq usines allemandes du groupe.

Chez Peguform, les 1200 ouvriers de l'usine de Bötzingen, à 15 km de Fribourg, sont en chômage partiel depuis plusieurs semaines. « La situation évolue de jour en jour, raconte Gerhard Amann, le responsable du comité d'entreprise. Dans le contexte actuel, où les constructeurs communiquent de moins en moins, il est difficile de faire des pronostics pour les mois à venir. » Actuellement, il se mobilise pour empêcher un licenciement massif.

Contrats annulés. Les PME ne sont pas les seules à souffrir de la baisse de la demande du secteur automobile. BASF, pour qui l'industrie automobile représente 10 à 15% du chiffre d'affaires, connaît des difficultés analogues. « Plusieurs de nos clients ont annulé des contrats à la dernière minute », explique Wolfgang Daniel, président adjoint du comité d'entreprise de l'usine de Ludwigshafen.

Les premières mesures sont tombées mi-novembre : 80 unités de production ont été fermées temporairement, et 100 autres ont adopté des mesures pour ralentir la production. Ces mesures concernent 20 000 employés dans le monde entier, dont 5000 au siège de Ludwigshafen. Il n'est pas encore question de chômage technique ou de licenciements. Pour Wolfgang Daniel, président adjoint du comité d'entreprise de l'usine de Ludwigshafen, « rien n'est exclu si la demande continue de baisser ».

Aurélien Breton
Stéphanie Goutte



Un tiers des Smart Fortwo produites se vend aux Etats-Unis. DR/Smart



Les routiers redoutent la grande braderie

Les entreprises ont vu leur chiffre d'affaires chuter de 20 à 30% et les clients poussent les prix à la baisse.

PAS de téléphone qui sonne, pas de fax qui bipe. Dans le bureau des Transports Clauss, l'ambiance de ce vendredi de novembre est plutôt calme. Cette entreprise familiale de Betschdorf, qui compte 18 chauffeurs routiers, vit une journée difficile. « Si en fin de matinée, nos camions ne sont pas complets pour lundi, le début de la semaine prochaine sera très compliqué », redoute Jean-Claude Clauss, le patron. Depuis sa création en 1983, c'est la première fois que l'établissement connaît des difficultés. Il y a seulement un an, l'entreprise manquait de chauffeurs tant les commandes affluaient. Depuis septembre, deux à trois camions reposent dans les locaux de l'entreprise. « Nous nous attendons à une baisse de 10 à 15% de notre chiffre d'affaires pour cette fin d'année, prévoit Christine Clauss, responsable commerciale. Avant, nous transportions l'équivalent de deux camions de marchandises par jour pour un fabricant de palettes en bois. Depuis la fin de l'été, nous sommes passés à un camion. »

→ **Entreprise défaillante :** Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

→ **Caboter :** Dans le droit du transport routier, le cabotage consiste à envoyer un routier travailler dans un autre pays où le coût du travail est plus important. Il est encadré par une réglementation protectionniste visant à limiter la concurrence déloyale.

Crise inattendue. Cyril Krumeich, routier depuis huit ans dans l'entreprise, constate : « Nous avons moins de travail et nos camions sont moins chargés. Je sais que je risque d'être licencié. » Comme les Transports Clauss, une multitude d'entreprises de transport routier, fluvial, aérien ou ferroviaire connaissent depuis trois mois des difficultés. « Les transports dépendent beaucoup de l'activité de l'industrie et du bâtiment », explique Pierre Mathis, représentant local de l'Union nationale

des organisations syndicales des transports routiers automobiles (Unostra), qui s'attend à une baisse de 20 à 30% du chiffre d'affaires dans le secteur routier fin décembre. La situation des entreprises, déjà fragilisée par l'augmentation du coût du pétrole et des tarifs de péage, est aggravée par la récession, une crise à laquelle elles ne s'attendaient pas.

« Jusqu'en 2007 le transport connaissait une pleine croissance, affirme-t-on à la Direction régionale de l'équipement. La crise 2008 est une rupture pour le secteur. » En Allemagne, les entreprises semblent mieux armées face au ralentissement économique. Elles bénéficient de la bonne santé des exportations et compensent avec l'international la baisse d'activité sur leur territoire. Mais en France, d'après les chiffres de la Fédération nationale des transports routiers, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 168% au deuxième trimestre 2008 par rapport à la même période en 2007 et de 63% au troisième trimestre.

Les PME sont les plus touchées. Siltrans Logistique, transporteur de Colmar, vient de déposer le bilan. Ses 41 salariés espèrent un reclassement au sein du groupe Parmentier Logistique qui détenait l'entreprise. Mais les grands groupes nationaux ne sont pas non plus épargnés. Geodis-Calberson avoue une activité en récession de 7 à 15%.

Alors les transporteurs cherchent la parade. Les époux Clauss ont dû modifier leur façon de travailler. « Si les clients ne viennent plus vers nous, nous allons vers eux », explique Christine Clauss. Depuis



Anaëlle Penche/CUEJ

Les entreprises de transport s'attendent à une année noire.

septembre, elle et son mari passent plusieurs heures par jour, à repérer sur un logiciel de bourse de fret les offres en temps réel.

Dépendance totale. Aux Transports Klein de Sélestat, cet été, quatre chauffeurs ont quitté l'entreprise. Si la situation n'évolue pas, ils ne seront pas remplacés. Comme beaucoup d'autres, l'entreprise impose congés et récupérations du temps de travail en période de basse activité. Mastrangelo Pino, responsable d'exploitation aux Transports Taglang d'Obernai, se refuse à une telle option. Il préfère relancer ses clients et répondre à tous les appels d'offres.

Totalement dépendantes de l'industrie, les entreprises savent que la crise exacerbe la concurrence et permet aux clients d'imposer leurs tarifs.

« Avant on pouvait négocier, raconte Christine Clauss. Maintenant, le prix affiché dans les annonces est à prendre ou à laisser. » Mastrangelo Pino renchérit : « Avec la crise, le prix prime sur le service. Les clients font même du chantage : "Si vous ne me faites pas un meilleur prix, je vais voir ailleurs !" »

En mai 2009, sept nouveaux pays de l'Union européenne (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Estonie, Lettonie et Lituanie) obtiendront le droit de caboter (voir lexique) en France. Au détour d'un trajet entre la Pologne et le Portugal, ils pourront desservir des lignes françaises sans appliquer le droit du travail national. Dans ce contexte, les transporteurs appréhendent 2009 comme une année noire.

Isabelle Bertinet
Anaëlle Penche

Le transport fluvial entre deux eaux

Pétrole et charbon pourrait compenser la baisse des produits manufacturés.



Anne Ilcinkas/CUEJ

Grâce aux contrats sur le long terme, la voie d'eau résiste mieux.

COMME les routiers, les transporteurs fluviaux souffrent de la baisse de commandes venues de l'automobile et du bâtiment. Les statistiques mensuelles du Port autonome de Strasbourg indiquent une baisse du trafic de marchandises de 4,5% depuis le mois de juin, par rapport à l'année dernière. Du côté allemand, le port de Karlsruhe a connu une baisse de 5,7% au mois de septembre par rapport à 2007. Logique, selon le directeur commercial du port de Strasbourg, Jean-Marc Uhrweiller : « Ce qui passe sur l'eau vient de la route et de la voie ferrée. Si les autres secteurs du transport vont mal, alors le fluvial aussi. On voit qu'il y a plus de conteneurs à moitié vides sur les bateaux, mais je ne pense pas que la situation puisse empirer. » Pour

l'instant, les transporteurs fluviaux prétendent disposer d'atouts pour compenser en partie ces pertes. « On récupère le manque à gagner sur d'autres produits, comme l'énergie, explique Jean-Marie Meyer, inspecteur de l'armement à la Compagnie française de navigation rhénane. Le transport de pétrole et de charbon marche très bien, surtout en hiver. » Contrairement au transport routier, le fluvial concerne d'importantes quantités et une grande diversité de marchandises. « On travaille également avec de gros contrats signés sur le long terme. Tant qu'ils courent, la crise ne nous touchera pas », ajoute Jean-Marie Meyer. Pour la suite, les compagnies fluviales veulent croire au rebond de l'activité économique.

I.B et A.P



Amaury Prieur/CUEJ

La Banque de France joue les arbitres et tente de relancer le crédit.

Banquier échaudé craint le prêt

Particuliers et entreprises font de plus en plus appel au médiateur de crédit et aux sociétés de courtage pour alimenter leur trésorerie.

L'ENVIRONNEMENT a changé », « la situation s'est durcie »... La plupart des banquiers alsaciens le concède volontiers : il est devenu très difficile pour un particulier ou une entreprise d'obtenir un crédit et, quand c'est le cas, de le négocier à des conditions avantageuses.

« L'approche risque n'est plus la même », commente Julie Schubetzer, directrice d'une agence strasbourgeoise de la Société générale. Un constat simple aux conséquences multiples. L'apport personnel, qu'un client doit systématiquement présenter dans le cadre d'une demande de prêt immobilier, a par exemple été revu à la hausse. S'il veut acheter une maison, un particulier devra désormais poser sur la table 10, 15, voire 20% de la valeur du bien en question. Il y a encore quelques mois, il suffisait parfois que le cumul de tous les crédits et des charges payés par le foyer ne dépasse pas 33% de ses revenus.

A l'égard des entreprises, les banques adoptent une attitude identique. « Les PME vont moins bien, leurs résultats sont moins bons, il est donc normal qu'il y ait un retour moins souple de notre part, souligne

ce chargé d'affaires professionnelles dans une banque strasbourgeoise, qui souhaite garder l'anonymat. Il y a un déclassément général des entreprises. Celles qui étaient tangentes et réussissaient à s'en sortir il y a quelques mois ne peuvent plus suivre aujourd'hui. Nous devons tenir compte de cet effet crise. »

Etaler les créances. Receveur des finances à la Trésorerie générale de Strasbourg, Simon Boyer est régulièrement confronté à des cas d'entreprises endettées aux carnets de commandes vides. La Commission des chefs de services financiers (CCSF) reçoit chaque semaine une à deux demandes d'étalement des créances sociales et fiscales.

« La durée du délai accordé est certes variable, mais elle peut atteindre 24 mois dans certains cas, précise-t-il. Quand les banques lâchent les entreprises, quand les fournisseurs veulent systématiquement être payés comptant, il ne reste plus qu'une solution : ne pas payer ses charges. » Et d'ajouter : « On peut s'attendre à une explosion des demandes dès le mois de janvier 2009. La CCSF va bientôt jouer le rôle d'un organisme de crédit ! »

La garantie de 360 milliards d'euros, consentie par l'Etat aux banques afin que celles-ci assument leur rôle de pourvoyeuse de liquidités, a-t-elle produit l'effet escompté sur le terrain ? « Concrètement, nous n'avons reçu aucun cadeau, conteste Bernard Sadoun, responsable de la communication au Crédit mutuel Est Europe. Au niveau national, notre

groupe a touché 1,2 milliard d'euros sous forme de prêt, mais le taux appliqué est de 8,5%. Ce n'est pas ça qui va nous encourager à faire des prêts à de bonnes conditions. »

Les banques se sont pourtant engagées officiellement dans cette voie, en promettant une hausse de 3 à 4% (soit 75 milliards d'euros) du montant total des crédits accordés aux ●●●

Oséo se porte garant

Alimenté par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la banque publique Oséo peut accorder un crédit à une entreprise, à condition d'avoir le concours d'une banque. Récemment, l'Etat a fait passer les moyens d'Oséo de 4 à 6 milliards d'euros. L'enveloppe de l'établissement financier a également été relevée de 2 milliards d'euros pour la contre-garantie de prêt : Oséo partage alors avec une banque le risque d'un crédit accordé à une PME en se portant caution à hauteur de 50%, en moyenne, du montant du prêt. « En Alsace, en 2007, 800 dossiers sur 1700 étaient

d'entreprise, se souvient Bernard Nicaise, le directeur régional d'Oséo. Nous n'avons pas encore établi de chiffres pour cette année, mais nous savons déjà que cette part a très largement diminué. »

Désormais, Oséo est davantage sollicité par des entreprises de taille moyenne. « Entre le 31 juillet et le 31 octobre 2008, nous avons garanti 21 millions d'euros de prêts alors que nous nous étions portés caution pour 6 millions d'euros l'année dernière sur la même période », témoigne Bernard Nicaise.

Amaury Prieur
Olivier Devos

→ Le médiateur du crédit est habituellement le directeur de la Banque de France du département. En période d'activité normale, son rôle est de veiller aux conditions d'admission des crédits. En cette période de crise, il essaie au contraire de faciliter l'accès au prêt.



●●● entreprises et aux particuliers. Parce qu'il n'a pas fait un « *chèque en blanc* ». l'Etat s'est donné les moyens de parvenir à ses fins. Dans chaque département, le directeur de la Banque de France occupe désormais la fonction de médiateur du crédit. Sa mission ? Rétablir le contact entre les banques et les entreprises.

La mode du courtage. Le directeur de la Banque de France de Strasbourg, Henri Julien, fait partie des quatre délégués qui entourent le médiateur national René Ricol, chargé de coordonner le dispositif et d'étudier les dossiers les plus compliqués. En son absence, Anne Winterhalter, son adjointe, prend connaissance des dossiers dans le Bas-Rhin. Environ 25 cas lui seraient déjà parvenus. « *L'idée est intéressante, mais notre position est assez inconfortable, estime-t-elle. Habituellement, nous demandons aux banques de respecter des directives sur la manière dont elles donnent des crédits aux entreprises. Aujourd'hui, nous devons les pousser à en accorder. Il faut trouver le dosage adéquat.* »

A l'échelle du Haut-Rhin, Claude Mouquin, directeur de la Banque de France de Mulhouse, estime que la tendance est davantage à l'acceptation des dossiers qu'à leur refus. « *Nous en avons reçu une vingtaine, et la majorité d'entre eux sont éligibles. Mais nous traitons avant tout les conséquences de la crise financière. Nous ne souhaitons pas soutenir les entreprises en difficulté depuis plusieurs années.* »

Le "scoring". Pour les particuliers, il n'existe pas encore de dispositif similaire. Le courtage est devenu une solution à la mode. « *La crise nous arrange bien* », sourit Cyril Haertelmeyer, directeur de l'agence colmarienne du site internet Meilleurtaux.com. En deux mois d'activité dans le Haut-Rhin, il s'est penché sur 35 cas, émanant essentiellement de la tranche d'âge 25-40 ans. « *Les clients peuvent avoir un projet sain et très mal le présenter, relate cet ancien directeur d'agence chez BNP Paribas à Obernai et Sélestat. Notre mission est de mettre en avant les atouts. C'est ce qu'on appelle le "scoring", dans le jargon bancaire. Même sans apport personnel, il est encore envisageable de décrocher un prêt sur 30 ans.* »

Certaines caractéristiques restent cependant réhabilitées. « *On exige un minimum de nos sociétaires, confie Bernard Sadoun. Avec un Smic, il est impossible d'acquérir un bien immobilier. On dit systématiquement non.* »

Olivier Devos
Amaury Prieur

La vie en bleu pour les épargnants

En Alsace, les dépôts sur les comptes épargne ont doublé entre 2007 et 2008.



Anne Ilcinikas / CUEJ

LORSQUE les marchés s'affolent et que les épargnants n'y comprennent plus grand chose, les placements en bourse n'ont plus la cote. Jugés moins aléatoires, les placements sans risque sont pris d'assaut. Vainqueur haut la main, le livret A. De l'argent que l'on peut retirer à tout moment, des intérêts défiscalisés : la formule a explosé en 2008. 1,7 million de livrets ont été ouverts en France depuis le début de l'année à la Caisse d'épargne et à la Banque postale. Le montant total déposé sur les livrets A atteint 12,5 milliards d'euros, trois à quatre fois plus que les années précédentes, selon le portail d'études de marché Xerfi. Et le phénomène s'accélère avec l'aggravation de la crise : sur le seul mois d'octobre, plus de 2 milliards d'euros ont été collectés.

1,3 milliard d'euros. Pour un Alsacien, le placement sûr par excellence, c'est le livret bleu du Crédit mutuel. La banque détient les comptes d'un Alsacien sur deux, et 70% des actifs bancaires de la région. Dans les villages, on entend dire que « *chaque Alsacien naît avec son livret bleu* ». Identique au livret A, il a doublé sa collecte entre 2007 et 2008 : déjà 1,3 milliard d'euros déposés entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre. Pour Bernard Sadoun, du Crédit mutuel, « *le nombre d'ouvertures de livrets n'a pas augmenté, mais les sommes déposées ont explosé, surtout grâce à l'augmentation du taux.* »

Le taux d'intérêt, pour le livret bleu comme pour le livret A, est passé de 3,5% à 4% le 1^{er} août 2008. Deux millions de Français ont atteint le plafond de 15 300

euros. Le placement leur rapporte au moins 612 euros par an. L'aggravation de la crise financière a achevé de convaincre les quelque 48 millions de Français titulaires d'un livret A d'y déposer une partie de leurs économies.

Fin du monopole. Le 1^{er} janvier 2009 marquera la fin du monopole de la Caisse d'épargne et de la Banque postale sur le livret A. Un enjeu de taille pour les banques qui débarquent sur un marché en pleine croissance. La société générale a lancé son « *livret avant-première* », le CIC un « *livret A sup* », le Crédit agricole propose un taux « *boosté* ». Les formules déjà disponibles se transformeront systématiquement en livrets A complets au 1^{er} janvier. Pour les banques qui le proposent déjà, le problème est différent.

« *Nous allons tout faire pour garder nos livrets, estime une responsable syndicale de la Caisse d'épargne d'Alsace. Ça va être la grande guerre.* »

Les bons du trésor. Le livret A a aussi ses limites : un seul livret, plafonné, par personne. De quoi décourager une clientèle plus aisée qui peut se tourner par exemple sur les

Un Alsacien sur deux détient un compte au Crédit mutuel. La banque propose le livret bleu.

bons du trésor. Indexés sur la dette de l'Etat, ils rapportent entre 3,5% et 5,5% de la somme engagée.

Le risque est minimal : peu de chances que l'Etat français fasse faillite. « *La demande a été multipliée par quatre ou cinq, estime le conseiller. Mais il faut dire que l'on partait de très bas.* » La banque Barclays, elle, tisse depuis 2007 un nouveau réseau de « *banques d'appartement* », une première mondiale. La cible visée : une clientèle disposant d'au moins 50 000 euros d'épargne. Les agences sont en fait installées dans des appartements de 100 m² situés en plein cœur de villes françaises de taille moyenne. Les clients sont reçus au salon ou dans le bureau : un environnement chaleureux loin des boxes en verres d'une agence classique. Ils y sont conseillés personnellement sur leurs placements.

Pour Guillaume Touze, qui mène le projet, c'est le moment idéal : « *La période est propice au développement de ces banques. Les gens ont besoin qu'on les aide si ça va mal.* » Barclays vient d'ouvrir deux banques d'appartement, à Mulhouse et Colmar.

Olivier Devos
Amaury Prieur

Le cumul des livrets maintenu

La loi interdit le cumul d'un livret A et d'un livret Bleu. Mais une disposition prévoit qu'un épargnant ayant ouvert ses deux livrets avant le 1^{er} septembre 1979 peut les conserver. En Alsace, cette disposition prend un sens particulier. « *Les Alsaciens dispersent fréquemment leur argent dans plusieurs banques* », explique Laurent Weill, économiste à l'Université de Strasbourg. La loi de modernisation de l'économie, qui généralise le livret A, fait craindre à ces multi-détenteurs de perdre le droit au cumul. Le ministère des Finances se veut rassurant et affirme que l'avantage sera maintenu.



Deux milliards de pertes prévues pour la banque régionale du Bade

Elle a voulu jouer dans la cour des grands et se retrouve désormais au bord de la faillite. La banque régionale du Bade-Wurtemberg (LBBW) devrait, selon les experts, enregistrer des pertes de plus de 2 milliards d'euros en 2008. Cette banque à capitaux publics (détenue à majorité

par les caisses d'épargne régionales, le Land du Bade-Wurtemberg et la ville de Stuttgart) est victime de ses investissements dans des banques islandaises ou bien auprès de Lehmann Brothers aujourd'hui en faillite. La LBBW, une des principales sources de financement des

grandes entreprises et des collectivités publiques de la région, doit désormais renflouer ses caisses si elle veut continuer à financer l'économie régionale. Le 21 novembre, elle a reçu 5 milliards d'euros de la part de ses actionnaires, une somme qui pourrait être complétée par 15 mil-

liards issus du fonds de sauvegarde bancaire mis en place par le gouvernement allemand. Pour refaire surface sur le marché mondial, la banque publique cherche aussi à fusionner avec une autre banque régionale en grande difficulté, sa voisine bavaroise BayernLB.

Les écureuils d'outre-Rhin multiplient leurs provisions

Forts de 2,3 milliards d'euros de dépôts, les caisses d'épargne ont accordé 6,7% de crédits en plus.

SICHERHEIT, *Sicherheit*, *Sicherheit*, *Sicherheit*. » « Sécurité », le mot est répété à l'envi par les responsables communication des caisses d'épargne du Bade-Wurtemberg. « La sécurité des fonds déposés par nos clients a toujours été notre priorité. La crise financière nous renforce dans notre manière de gérer l'argent de nos clients. » Hartmut Stephan, responsable du bureau marketing de la filiale de la Sparkasse* de Kehl-Hanauerland, peut afficher un large sourire.

D'autres établissements financiers de la région allemande du Bade-Wurtemberg sont en difficulté à cause d'investissements hasardeux dans plusieurs banques internationales, aujourd'hui en faillite. Les caisses d'épargne, elles, enregistrent une augmentation des dépôts de leurs clients et récupèrent de nouveaux épargnants.

Historique. Pour le seul mois d'octobre, plus de 2,3 milliards d'euros sont rentrés dans les caisses de ces établissements détenus par des capitaux publics. Selon la direction de la banque, cette hausse serait la plus importante de son histoire : les 55 filiales de la région détiennent désormais 102 milliards d'euros de dépôts, soit une augmentation de près de 5% sur un an. « Depuis le début de la crise financière, beaucoup de clients sont préoccupés par la sécurité de leur argent et déposent de l'épargne sur leurs comptes », témoigne Axel Fahner, responsable des conseillers financiers de la filiale kehlloise.

Même chose du côté du crédit : la direction de la banque annonce avoir accordé plus de 94,5 milliards d'euros en octobre, dont plus de 43 milliards aux entreprises du Bade-Wurtemberg. Soit une augmentation de 6,7% en un an. Les caisses d'épargne ne peuvent accorder de prêts qu'en fonction du montant de leurs dépôts. Plus de 95% des bénéficiaires de ces crédits sont des entrepreneurs ou bien des particuliers.

Zéro subprime.

Ces structures bancaires souhaitent renforcer leur rôle d'acteur économique « qui veut soutenir le financement des entreprises mais également des particuliers ». A l'inverse des banques privées ou des grandes banques régionales, telle la LBBW de Stuttgart dont les pertes pour l'année 2008 seront importantes (lire ci-dessus), les caisses d'épargne n'ont pas investi dans des produits financiers de type subprime. « Nous ne faisons pas d'affaires avec des produits dont nous ne comprenons pas le fonctionnement », souligne Hartmut Stefan, pas mécontent de voir l'image de ses concurrents en prendre un coup. Jugée conservatrice, timorée, voire poussiéreuse il y a encore quelques mois, la gestion des caisses



« Chez nous, votre argent est en sécurité » : cette banderole s'étire sur la façade du théâtre de Fribourg.

d'épargne est désormais montrée en exemple.

« Nous ne traitons pas de produits dont nous ne comprenons pas le fonctionnement. »

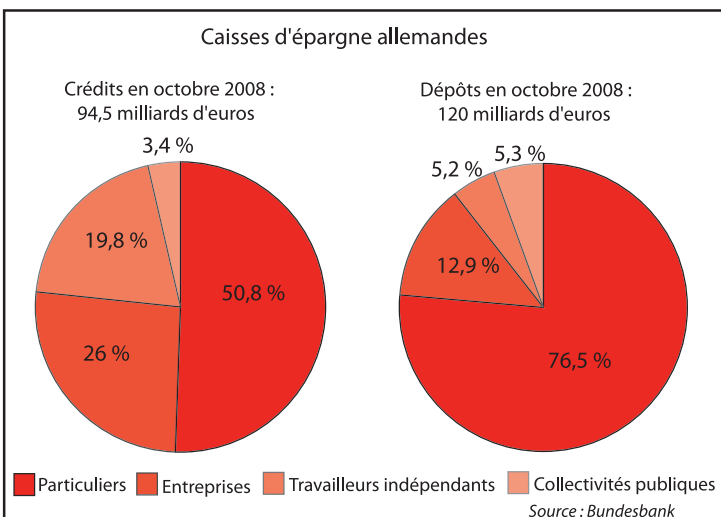
« Depuis 1960, je suis à la Sparkasse et je n'ai jamais eu de problème avec cette banque. Je leur fais confiance dans la manière dont ils gèrent mon argent, témoigne une cliente. Dans la situation actuelle, j'espère seulement qu'ils vont continuer à s'en occuper avec précaution. »

Pas assez informés. Seule critique énoncée par les clients : le peu d'informations délivrées aux personnes détenant des por-

tefeuilles d'actions dans une des filiales des caisses d'épargne, la DekaBank. La chute des cours en bourse leur a fait perdre une partie de leur patrimoine. « Je pense qu'ils n'ont pas assez éclairé les clients d'un certain âge qui avaient peur de refuser une proposition de leur conseiller bancaire, lance Sonia Holtz, fidèle de l'établissement depuis 17 ans. J'ai perdu beaucoup d'argent en bourse, mais ils ne sont pas responsables non plus de la chute des cours. »

Lilian Alemagna

*Nom des caisses d'épargne allemandes.



→ Caisses d'épargne

Ces structures régionales (Sparkassen), au nombre de 500 en Allemagne, récupèrent l'épargne de leurs clients (PME et particuliers) pour financer les crédits. C'est la banque numéro 1 des petites entreprises avec 42% des PME allemandes financées chez eux.

→ Courtage

Il s'agit d'un lien entre deux parties pour une opération la plupart du temps financière. Dans le courtage immobilier, les courtiers font l'intermédiaire entre le prêteur et

l'emprunteur. Leur but est d'apporter de nouveaux clients aux banques et d'obtenir de meilleurs taux pour leurs clients.

→ Produits structurés

Emprunt indexé sur un cours de produit ou de monnaie. En dessous d'un certain cours, il est fixe, au dessus, il suit la courbe ascendante du cours.

→ Produits toxiques

Un produit structuré indexé sur des cours potentiellement très fluctuants (par exemple euros/dollars) au vu de la situation actuelle des marchés.

→ Subprime

C'est un crédit à risque alloué à des personnes peu solvables, à un taux très élevé pour l'emprunteur, donc très solvable pour le prêteur. Celui-ci compense le risque de non-remboursement, risque cependant limité par la garantie hypothécaire prise sur le logement. Pour que le crédit reste intéressant pour l'emprunteur, des montages sophistiqués avec des taux variables et des produits financiers complexes pouvaient permettre de maintenir des taux bas en début de prêt.



Immobilier

Projets avortés, acheteurs frileux. En Alsace, les ventes de logements neufs ont plongé de moitié au troisième trimestre 2008, tandis que la demande s'essouffle dans le Bade-Wurtemberg.



Mathieu Galtier/CUEJ

Plus de 500 logements devraient sortir de terre au parc des Roselières d'Obernai. Les acquéreurs ne se bousculent pas.

LE monde de l'immobilier désespère. « *Les projets en cours sont maintenus, mais aucun nouveau programme de construction n'est lancé* », affirme Christian Jacob, secrétaire général de la Cellule économique du BTP. Particuliers et promoteurs n'investissent plus. La vente de logements neufs commercialisés par les promoteurs a plongé de plus de 50% au troisième trimestre 2008 par rapport à l'an dernier. « *Depuis six mois, les banques exigent que 50% des biens soient vendus avant d'accorder les prêts aux promoteurs, contre 30 à 40% auparavant* », estime Thomas Leclercq, président du conseil régional de l'immobilier d'Alsace. Le Bade-Wurtemberg, qui reste l'une des régions les plus stables d'Allemagne, connaît aussi des difficultés. Selon l'office des statistiques du Land, le nombre de permis de construire d'appartements neufs diminue. Et ce, depuis quelques années.

Le neuf à la peine. Lors du troisième trimestre 2008, la construction d'environ 6600 appartements a été autorisée, soit 2,2% de moins que l'année passée. Une diminution que l'agent immobilier Doris Müller vit chaque jour. A Bad Krozingen, au sud de Fribourg, Immobiliene GmbH connaît une importante baisse des ventes d'appartements neufs depuis septembre : « *Nous travaillons nuit et jour mais il n'y a plus de demande. Beau-*

coup d'immeubles restent vides. » Doris Müller s'avoue inquiète pour les mois à venir : « *De nombreux acquéreurs potentiels n'investiront plus. Ils ont tendance à attendre et à louer.* » Jusque-là épargnés, les biens de prestige commencent à être touchés, même si les prix continuent à augmenter à Stuttgart. « *Depuis la crise financière, des clients hésitent, parce qu'ils ont perdu de l'argent sur les marchés financiers* », explique Alfred Hildebrandt, directeur des ventes de l'agence Wohnbau-Studio. Richard Brüning, lui, affiche sa sérénité. Installé à Kehl depuis 25 ans, il s'est spécialisé dans la clientèle strasbourgeoise. « *J'attends une baisse d'environ 20% du chiffre d'affaires. Cela dit, je ne devrais pas être trop touché, car mes clients sont surtout des fonctionnaires. Ils ont un revenu assuré.* »

En Alsace, l'équation est la même : toujours autant de mandats, moins d'acquéreurs potentiels. Jacques Garnier, président de la Chambre des notaires du Bas-Rhin, estime que « *depuis août, les actes de vente ont chuté d'environ 30%* ». Les agents immobiliers confirment, unanimes. Les délais de vente s'allongent, les acheteurs sont frileux. « *Auparavant, pour vendre une maison, je faisais cinq visites en une semaine, aujourd'hui, je n'en fais plus qu'une seule sur quinze jours* », précise Michaël Lantz, employé à l'agence Auguste Immo à Haguenau. Selon Gérard Durr, président de la Chambre

syndicale des professionnels de l'immobilier d'Alsace, les crédits, de plus en plus difficiles à obtenir, précipitent la crise immobilière. « *Il y a six mois, les prêts étaient accordés, même sans apport personnel, rappelle-t-il. Aujourd'hui, le banquier hésite car l'endettement est plus fort. Après la mode des crédits sur 30 ans, on revient à des prêts plus courts avec 10 à 15% d'apport. La souplesse des banquiers aura duré deux ans.* »

Retour au juste prix. L'immobilier d'entreprise n'est pas épargné. En 2008, on compte 15 milliards d'euros d'investissements en France, tout juste la moitié de ceux de 2007. La CUS évolue à contre-courant de la tendance nationale. « *Beaucoup de programmes avaient été lancés et achetés par des investisseurs, explique Yves Noblet, directeur associé de la région Est chez AtisReal. L'offre a généré la demande. Orange s'est établi dans l'immeuble Crystal Park à Schiltigheim et la Caisse d'épargne va s'installer dans 8500 m² au-dessus du centre commercial Rivétoile. Il nous faut donc profiter de ce dynamisme artificiel pour remplir les bureaux vacants. Nous devons par exemple vendre les 12 000 m² vides de l'Aéroparc, la zone d'activité d'Entzheim.* » Le Bade-Wurtemberg a connu de son côté une hausse de 15% des permis de construire dans l'immobilier d'entreprise en 2008. Si les prix de l'immobilier semblent

en baisse, l'ensemble de la profession parle plutôt d'un réajustement. « *Entre 2002 et 2007, les prix avaient explosé. Parfois les biens étaient affichés à 30% au-dessus de leur valeur, et on trouvait toujours des gens pour acheter, juge Olivier Drouot, directeur de l'agence Century 21 de Mulhouse. On revient aux prix réels. Tout se vend, il suffit que ce soit au juste prix. Même la maison au bord de l'autoroute avec la voie ferrée derrière.* »

Quant aux collectivités locales, leur situation ne rassure pas le milieu. Traditionnellement grandes donneuses d'ordres, elles devraient limiter leurs commandes en 2009 (lire p.17).

Des artisans menacés. L'ensemble des métiers de l'immobilier et de la construction se trouve affecté. Architectes, géomètres, maçons, couvreurs... Ils représentent près de 53 000 employés, soit 10% de l'ensemble des salariés alsaciens. « *Les promoteurs nationaux se retirent déjà de la région, précise Thomas Leclercq. Kaufman & Broad a annoncé mi-octobre la fermeture de son agence strasbourgeoise d'ici à 2010. C'est toute la chaîne qui est menacée et surtout les artisans du BTP. Ça passe inaperçu car les personnes sont souvent employées en CDD ou en intérim. Si cela se passait dans une grande entreprise, ce serait la grève assurée.* » Les artisans du BTP se contentent de vider leurs carnets de commandes. « *On ne reçoit*

→ Les promoteurs immobiliers prennent en charge la construction de bâtiments en vue de les revendre à des accédants à la propriété.



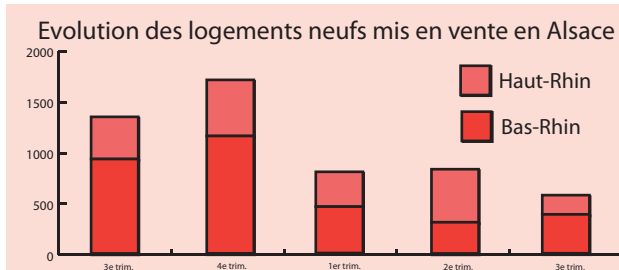
plus qu'une proposition toutes les trois semaines, contre une par semaine habituellement », raconte un employé d'Arc-en-couleur, entreprise de peinture située à Bischwiller. La Chambre des métiers de Fribourg estime que les PME du BTP seront frappées de plein fouet par la crise dans trois à six mois. D'ici là, pour pallier cette baisse de demandes, Bernard Vlym, directeur d'une entreprise de peinture, a trouvé la riposte : baisser ses devis de 10 à 15%.

Les agences immobilières paraissent tirer leur épingle du jeu. En septembre et octobre, seules dix d'entre elles ont fermé leurs portes en Alsace. « Ça peut être une bonne chose, ça permet d'épurer la profession, remarque Olivier Drouot. Trop de gens se sont lancés dans l'aventure, sans compétence, ils ont donné une mauvaise image qui a nui au métier. »

C'est pour mieux former les futurs promoteurs, agents immobiliers et gestionnaires de syndicats qu'une licence spécialisée a été lancée à l'université Robert Schuman à la rentrée. Le nombre d'étudiants a été limité à 14. « On veut sauver tout le monde. Les professionnels pensent que le marché strasbourgeois peut absorber cet effectif », indique Bruno Trescher, responsable de la formation.

Plus attentionnés. Pour résister à la crise, tous les moyens sont bons, des plus sérieux aux gadgets. « On redevient de véritables agents immobiliers, déclare Olivier Bierry, président d'Orpi Bas-Rhin. Les agences mettent en place des instruments parfois surprenants : alerte sur les téléphones mobiles, suivi en ligne des dossiers, bons de réduction dans des grandes surfaces de bricolage, etc. A Kehl, on compte sur la situation transfrontalière. Richard Brüning envisage de placer ses petites annonces immobilières dans un magazine français. Des deux côtés du Rhin, personne ne se prononce sur l'avenir. Pour tenter de l'influencer, le gouvernement français a multiplié par deux le nombre de prêts à taux zéro et annoncé la relance de logements sociaux. « Ce qui aggrave la situation, c'est que le secteur de l'immobilier n'est plus prévisible, explique Alfred Hildebrandt. Autrefois, les affaires allaient toujours bien vers la fin de l'année, au moment où les acquéreurs consultent leurs conseillers fiscaux. Aujourd'hui, on ne peut plus prédire les mois à gros chiffre d'affaires. » La profession se rassure en brandissant les chiffres de l'Insee. Grâce à son solde migratoire positif, l'Alsace aurait besoin de 9000 nouveaux logements par an jusqu'en 2030. Thomas Leclercq croit à la reprise : « Les gens auront toujours besoin de se loger. Tout le milieu table sur un redémarrage avec des prix forts. 2009 ne peut pas être pire que 2008. »

Sophie Albanesi
Anette Bender
Amandine Schmitt



→ Financer l'acquisition d'un nouveau logement, en attendant que la vente de l'ancien se concrétise : c'est l'objectif du **crédit-relais**. Il est accordé sur une période de deux ans maximum. Le capital est soit remboursé en une fois, lorsque le bien ancien est vendu, soit conso-

lidé par un crédit à long terme.

→ Les **taux d'intérêt fixes** ne varient pas pendant toute la durée de l'emprunt. A l'inverse, les **taux variables** peuvent évoluer suivant le cours de la monnaie ou du produit sur lequel ils sont indexés.

A Obernai, la fin de l'âge de pierre

Révisé trois fois à la baisse, un projet immobilier n'a toujours pas trouvé preneur.

A l'entrée d'Obernai, un grand panneau publicitaire interpelle les automobilistes : « Vivre à Obernai ! Le parc des Roselières. Un nouvel espace de vie. » Pour l'instant, l'emplacement de ce futur lotissement situé à quelques kilomètres du centre a plutôt des allures de terrain vague. Sur les 21 hectares de terrain, les herbes folles sont à la fête entre les allées goudronnées. Au cœur de la zone, trois préfabriqués. Collés les uns aux autres, les promoteurs – Stradim, Icade et Alcys résidences – marquent leur présence sur le site.

« Venez au chaud », invite Virginie Le Tiec, commerciale de Stradim, ravie d'avoir de la visite. « On a un ou deux passages par semaine, c'est peu », concède-t-elle. Pour sa voisine, Claudine Berthier, d'Icade, même constat : « Je n'ai eu aucun contact depuis deux mois. » Pour passer le temps, les deux concurrentes se sont mises à la lecture : *Chagrin d'école* pour l'une et la trilogie *Millenium* pour l'autre. Chez Alcys, le commercial ne se déplace qu'en cas de rendez-vous.

Frilosité des banques. Plus de 500 logements doivent en principe se construire ici. On en est loin, même si chez Stradim des travaux sont en cours. « Les cinq premières maisons ont été commercialisées en février-mars 2008, ça s'est bien vendu, détaille Virginie Le Tiec. Aujourd'hui, on a baissé les prix de 3 à 5%, mais on n'a vendu que deux maisons depuis le mois de juillet. »

Chez Alcys et Icade, les logements vendus sur plan se comptent sur les doigts d'une main. Les promoteurs dénoncent les banques qui ne prêtent plus : « En l'espace de six mois, j'ai eu trois annulations à cause du refus des banques. C'est

beaucoup. En 2006-2007, je n'en ai eu aucune », explique Claudine Berthier.

Les seules constructions visibles : une dizaine de maisons individuelles dont les terrains ont été achetés à la Ville par des particuliers. Sabri Vural fait les trois huit de nuit à l'usine Kronenbourg. Le reste du temps, il travaille sur son terrain acheté en février : isolation, plâtre, chauffage, carrelage... « Si j'avais pu vendre mon appartement, j'aurais fait appel à des entreprises, confie-t-il. Mais les banques ont refusé un prêt à ceux qui voulaient l'acheter et je n'ai pas obtenu de prêt-relais. » Comme lui, ils sont nombreux au parc des Roselières à venir travailler sur le chantier de leur maison pendant leur temps libre. « Le plus cher, c'est la main-d'œuvre, alors comme je suis bon bricoleur, je participe à la construction de la maison », confirme, pelle à la main, Abdelkader Bellaha, responsable d'un cabinet d'expert comptable. « Les deux tiers des lots réservés aux particuliers ont été vendus. Seuls les terrains les plus grands n'ont pas trouvé preneur », estime Yann Jovelet, à la direction de l'aménagement et de l'équipement de la Ville.

Projet abandonné. En Alsace, on a constaté au troisième trimestre 2008, par rapport à la même période l'an dernier, une baisse de 44% des permis de construire pour le collectif, et de seulement 9% pour l'habitat individuel. Récemment, le promoteur SPCIA a dû abandonner les 13 maisons de ville prévues sur le « domaine des vignes » à Obernai. « Nous n'avons pas obtenu la pré-commercialisation nécessaire, explique Jean-Jacques Ghigonetti, directeur des ventes. C'était excentré et les coûts plus élevés que prévu. » A l'inverse, Kléber Im-

mobilier se félicite de la réussite de ses projets à Obernai. « Tout est vendu », s'exclame le patron. C'était en 2005-2006 : « On a eu la chance de les sortir au bon moment. »

Mises en vente retardées. En 2005 toujours, Bouygues Immobilier avait acquis un terrain au Mont national, sur les hauteurs de la ville, pour 3,2 millions d'euros. Son projet avait remporté le concours lancé par la Ville : normes HQE, accessibilité pour les handicapés, architecture intégrée au paysage, etc. « Le projet était trop en avance, estime Yann Jovelet. Il répondait aux normes de 2010, mais pas aux attentes des clients qui voulaient quelque chose de plus classique. »

Le promoteur a revu sa copie à la baisse à deux reprises, afin de mieux s'adapter aux contraintes financières et techniques. « On ne lance pas tout de suite la commercialisation, afin de finaliser le projet, explique Florence Hauvette-Schaetzle, responsable de l'agence strasbourgeoise de Bouygues Immobilier. On attend également que le stock baisse sur Obernai car il y a de nombreuses opérations, comme les Roselières. » Le dernier projet en date n'est toujours pas finalisé. Les deux panneaux publicitaires qui marquent l'entrée du site devraient rester vierges encore quelques mois.

Entre les arbres et les hautes herbes, une grue s'active pourtant en haut du coteau. Depuis deux mois, une maison de plus de 600 m² avec quatre étages et ascenseur privé se construit. Dimitri Pierrat, du cabinet d'architecture en charge de la construction pour un particulier de la région, sourit : « Tout le monde ne subit pas la crise. »

Julie Bienvenu
Mathieu Galtier

Les bailleurs sociaux épargnés

Forts d'un financement stable, les organismes HLM alsaciens veulent profiter de la baisse des prix pour reprendre 1700 logements aux promoteurs.

→ **Orga-** nisme public ou privé, le **bailleur social** a pour mission la construction, l'aménagement, l'attribution et la gestion du logement social.

A LORS que les promoteurs immobiliers font grise mine, les bailleurs sociaux semblent moins touchés par la crise. Leur principal financeur n'est pas une banque commerciale, mais une institution stable : la Caisse des dépôts et consignations. « La CDC centralise les

dépôts des livrets d'épargne que l'on transforme en prêts à long terme (parfois jusqu'à 50 ans) pour les bailleurs sociaux », explique Antoine Bréhard, directeur régional de la CDC. Les organismes HLM ne font donc qu'exceptionnellement appel aux banques pour lever des

fonds. CUS Habitat emprunte auprès de Dexia, du Crédit mutuel ou des Caisses d'épargne pour réparer des ascenseurs ou acheter des immeubles. « Mais cela se fait de manière très marginale, précise-t-on à l'office. Et on emprunte surtout à taux fixe. » ●●●



●●● Une solvabilité qui a incité le gouvernement à lancer cet automne l'opération « 30 000 logements ». Ce plan propose aux organismes HLM de racheter aux promoteurs immobiliers des projets dont les travaux n'ont pas commencé faute d'acquéreurs privés. L'objectif est de favoriser l'emploi dans le BTP, tout en permettant aux bailleurs sociaux de combler une partie du déficit structurel de logements HLM.

Rachats de projets. En Alsace, les organismes HLM souhaitent reprendre 1700 logements, selon l'Areal, l'Association régionale des bailleurs sociaux. Mais il ne s'agit pas pour les organismes HLM de récupérer n'importe quel projet des promoteurs immobiliers : « Pour des logements dans la CUS, on peut mettre jusqu'à 1950 euros au mètre carré, à la campagne jusqu'à 1700 euros », explique Alain Ramdani, directeur de l'Areal. Jean-Jacques Ghigonetti, directeur des ventes du promoteur SPCIA, lui, situe « le vrai prix » entre 2200 et 2500 euros le mètre carré, en fonction du quartier.

Deuxième impératif, le label HPE (Haute performance énergétique) doit être respecté : les habitations HLM doivent répondre à des obligations en termes d'isolation, de chauffage... Enfin, troisième condition, la localisation des futurs logements : « Les bailleurs souhaitent racheter des terrains sur le territoire de la CUS où la demande est la plus forte. Or beaucoup de projets des promoteurs sont situés dans des zones à faible attractivité pour de futurs locataires », poursuit Alain Ramdani.

Peu de propositions de promoteurs répondent aux contraintes des organismes HLM. Mis à part 3F Alsace Immobilier, en négociation pour racheter 600 logements dans la région, la plupart des bailleurs sociaux d'Alsace n'ont pas manifesté d'enthousiasme. Mais ils espèrent que les malheurs des promoteurs feront leur bonne fortune : « Quand l'immobilier privé va bien, les entreprises de BTP ne répondent même pas à nos appels d'offre. Elles se servent de nous comme d'une variable d'ajustement. Il s'agit désormais de revenir à des prix acceptables », espère Gabrielle Koch, directrice d'Habitat de l'III.

Ce sentiment est largement partagé au sein de la profession, qui prévoit une augmentation de la demande de logement social, consécutive au resserrement des crédits bancaires. Marcel Diehl, directeur de 3F Alsace Immobilier, l'affirme : « Le logement social n'a jamais eu autant d'avenir qu'aujourd'hui. » Cela devrait encore rallonger la liste d'attente de 17 000 ménages souhaitant accéder au logement social sur le territoire de la CUS.

Anne Ilcinkas
Elsa Marnette



Stéphanie Goutte(CUE)

Les carnets de commande des artisans allemands ne désespèrent pas.

En Forêt noire, jusqu'ici, l'artisanat va bien...

Dotées d'un capital solide, beaucoup de PME misent sur l'innovation.

→ **PME :** Petites et moyennes entreprises. En France comme en Allemagne, il n'existe pas de définition unique. La définition de l'Union européenne fixe à 250 le nombre maximum de salariés. L'indépendance est un autre critère des PME: elles ne doivent pas appartenir à un grand groupe.

D'UN geste ample, Ernst Schleh montre l'atelier de charpentes qu'il a repris de son père il y a vingt ans : « Mon entreprise ? Elle va bien, merci ! Les commandes sont même légèrement au-dessus de la moyenne cette année » A Baiersbronn, en pleine Forêt noire, la crise lui semble bien lointaine. A quelques kilomètres de là, à Obertal, Christian et Katja Bachhäubl feuilletent leur carnet de commandes : rempli pour les six mois à venir. Leur entreprise, Südwestsolar, spécialisée dans les installations solaires et photovoltaïques, devrait encore voir son chiffre d'affaires doubler en 2008. « C'est paradoxal, estime Christian Bachhäubl. D'un côté, l'Allemagne est entrée en

récession. De l'autre, les premiers trimestres ont été exceptionnels en terme d'exportation et de chiffre d'affaires... Les petites entreprises restent sur cette bonne impression et se montrent satisfaites. »

Témoignages optimistes. A la chambre des métiers de Karlsruhe, le paradoxe n'étonne personne : « L'artisanat est toujours touché avec un effet de retard. Les premiers impacts n'arriveront qu'en mars 2009, mais je ne crois pas à une vraie crise. Disons qu'on part d'un niveau très élevé et qu'on va descendre d'un cran », estime Mathilde Schneider. Conseillère juridique, elle accompagne les chefs d'entreprises qui ont développé des activités à l'étran-

ger ou qui envisagent de le faire. De ses rencontres avec les artisans des environs, elle recueille surtout des témoignages optimistes : « Depuis 2005, on a eu de très bonnes années pendant lesquelles les entreprises ont consolidé leurs finances, si bien qu'aujourd'hui elles peuvent faire face à la crise bancaire. En revanche, celles qui n'y sont pas parvenues vont avoir très vite des difficultés. Les banques refusent de leur prêter. »

Le Bade-Wurtemberg compte 460 000 petites et moyennes entreprises. Souvent familiales, elles sont dotées d'un capital solide et misent sur l'innovation. Selon Bernd Gierden, de l'association professionnelle du bâtiment du Südbaden, même leur taille est un atout : « Les plus petites entreprises sont souvent plus flexibles et plus résistantes que celles qui ont 200 salariés et beaucoup de machines. »

De plus, les artisans du Bade-Wurtemberg exportent peu et ne subissent pas la mauvaise conjoncture internationale de plein fouet. Katja Bachhäubl aimerait bien s'implanter en Alsace : « C'est le seul marché qui vaudrait vraiment le coup », explique-t-elle. Mais elle se heurte à un problème. Dans le BTP, les entreprises allemandes qui veulent exporter en France doivent souscrire une assurance supplémentaire pour pouvoir garantir la qualité de la construction. Pour cette raison, beaucoup de petites entreprises renoncent à tenter leur chance en Alsace.

Gaëlle Dietrich

Le spleen des immigrés

Ces deux derniers mois, un électricien et un couvreur ont baissé les rideaux de leurs boutiques dans la région de Colmar. Ils sont retournés dans leur pays d'origine : la Turquie. La cause ? La crise du BTP, qui atteint particulièrement les très petites entreprises. « Je connaissais très bien ces artisans, explique Bora Yuksel, dirigeant d'une société de couvreur-zingueur. On jouait dans la même équipe de foot. » L'entreprise de cet amateur du ballon rond, Oscar toiture, située à Ingersheim, connaît également de fortes difficultés. Les demandes de devis sont passées d'une dizaine à deux par semaine. Un seul chantier est inscrit en décembre « mais cela ne représente que deux semaines de travail. Depuis deux mois, je me verse un salaire de

1000 euros environ ». 20 000 euros de crédit, une conjoncture morose, des journées de travail éreintantes, etc. Oskan Deniz, arrivé en France il y a dix ans et associé de Bora Yuksel, n'est pas loin de rejoindre ses compatriotes sur le chemin du retour : « Je connais Bora depuis dix ans. On travaillait pour le même patron. On rêvait de fonder notre société. Avec le recul, je regrette cette décision. Surtout qu'en Turquie les constructions poussent comme des champignons. Une partie de ma famille est dans l'immobilier, les affaires marchent bien. Mais si je retourne là-bas un jour, c'est pour monter ma propre boîte. » Pour ne pas vivre un éventuel retour comme un échec.

Mathieu Galtier



Intérimaires galère

Leur précarité contractuelle en fait les premiers touchés.

SUR sa moto, Kevin remonte la rue du Faubourg-de-Pierre à Strasbourg, s'arrêtant devant chaque vitrine d'agence d'intérim, à la recherche d'une mission dans le BTP. « *La semaine dernière j'étais sur un chantier, je posais des câbles électriques. L'entreprise m'avait promis du travail pour plusieurs semaines. Au bout d'une seule, on m'a dit que c'était fini. Dans les agences c'est le même discours : "C'est la crise dans le bâtiment, on vous appellera mais n'y croyez pas trop".* » Mickaël, 19 ans à peine, tient lui aussi un discours blasé : « *Dans le bâtiment, maintenant, il faut être qualifié, sinon tu n'as rien. J'en suis à ma quatrième agence : les seules propositions, c'est pour être grutier. Mais pour ça, il faut un diplôme.* » Sans qualification, les intérimaires frappent à la porte de la dizaine d'agences d'intérim le long de la rue : « *Manutention, boulangerie, tapisserie, préparateur de commandes, etc. Je prends tout mais il n'y a rien nulle part, lance Bekai, pressé de tenter sa chance chez le concurrent, une pochette de CV à la main. Mon profil ne les intéresse pas : pas assez qualifié.* »

Même ton amer chez les responsables du travail temporaire de la région. Ils chiffrent de 30 à 40% leur perte de chiffre d'affaires dans le BTP depuis la rentrée. « *Nos intérimaires représentent un quart de la masse salariale des entreprises du gros œuvre, précise Lionel Lechat, le responsable de l'agence VediorBis à Mulhouse. Ces dernières s'en débarrassent dès qu'il y a un ralentissement.* » Son concurrent strasbourgeois de Crit Intérim, Pierre Katz, résume l'état du marché : « *C'est l'encéphalogramme plat : les seules offres disponibles sont des missions ponctuelles d'un ou deux jours.* » Les agences locales se montrent un peu moins résignées. « *Nos clients sont surtout des entreprises de second œuvre qui offrent du travail, détaille Guy Honecker, d'Europact Intérim à Haguenau. Car la rénovation n'est pas encore sinistrée.* » Outre-Rhin, le travail intérimaire dans le BTP est interdit depuis 1982. Pourtant, nombreuses sont les agences françaises à proposer des missions en Allemagne : « *Les autorités autorisent cette petite entorse au droit* », confie Markus Bickar, responsable du secteur allemand pour Crit Intérim. De toute façon, le marché du Bade-Wurtemberg n'est pas au mieux lui non plus.

Mathieu Galtier

Les collectivités françaises comptent leurs sous...

Le crédit est plus cher, les dépenses augmentent, les rentrées fiscales sont réduites.

LES entreprises du BTP peuvent-elles être maintenues à flot par les collectivités locales ? Mairies, départements et régions sont traditionnellement de gros pourvoyeurs de travaux. Mais alors que le secteur de la construction fléchit, les donneurs d'ordre publics accusent eux aussi les contre-coups de la crise.

Les droits de mutation, ces taxes perçues par le notaire pour le compte des collectivités lors de chaque vente immobilière, vont diminuer. « *Pour 2009, nous perdrons de 5 à 8 millions d'euros de droits de mutation* », détaille de son côté Christian Schmitt, directeur adjoint des finances au Conseil général du Haut-Rhin. Or cette taxe représente un peu moins de 10% du budget de la collectivité départementale.

→ **Intérimaires** : Ils sont souvent utilisés par les entreprises pour adapter leur production. Au troisième trimestre 2008, ils étaient 3188 dans le BTP en Alsace.

→ **Taxe professionnelle** : En France, elle est calculée sur la valeur locative des immeubles possédés par une entreprise sur le territoire d'une collectivité. Elle intègre aussi la valeur des autres immobilisations corporelles (ordinateurs, machines...) et le nombre de salariés. En Allemagne, elle est directement liée aux bénéfices enregistrés par les entreprises, et donc à la conjoncture économique. Depuis cette année, le montant d'imposition de base correspond à 3,5% du bénéfice net réalisé par les entreprises.

De nouvelles charges. Marie-Hélène Yoh-Recham, directrice des finances de la Communauté de communes de l'Île Napoléon – où est implanté PSA – s'inquiète pour sa part d'un autre manque à gagner fiscal : « *S'il y a des licenciements, comme ça devrait être le cas chez Peugeot, la taxe professionnelle, qui est assise sur le nombre de salariés, va baisser.* » Mais, au-delà de la diminution des rentrées d'impôts, les col-

lectivités craignent surtout une hausse des dépenses. « *Le nombre de titulaires du Revenu minimum d'insertion et du revenu de solidarité active, (qui sera mis en place au 1^{er} janvier 2009) va augmenter, ce qui implique de nouvelles charges pour nous* », note Alain Abadie, attaché à la direction financière du Conseil général du Bas-Rhin. Le Conseil régional

très variables. « *Avec les fluctuations des bourses, on passait d'un taux d'intérêt de 3,5% à des taux de 5, 7 ou 10% en quelques jours !* », raconte Marc Ensminger, directeur financier de la Communauté de communes de Sélestat. Conséquence : 100 000 euros d'intérêts en plus pour la Communauté de communes de Sélestat, 110 000 euros pour la



Sophie Lebrun/UEJ

A Horbourg-Wihr, 600 000 euros économisés avec une réhabilitation de la caserne plutôt qu'une construction.

Ville de Saverne, dont le budget de fonctionnement s'élève à 13 millions d'euros.

Les relations entre les banques et leurs emprunteurs ne sont pas au beau fixe. « *Les établissements bancaires nous proposent des taux de crédits inacceptables* », certifie un directeur financier. « *Les taux ont augmenté de plus de 1% depuis l'an dernier* », assure le

directeur des finances de la mairie de Saint-Louis (Haut-Rhin). Ce manque d'argent frais pourrait conduire la mairie de Strasbourg à retarder certains travaux. A Horbourg-Wihr, près de Colmar, « *nous avons réhabilité un centre de pompiers au lieu d'en construire un nouveau*, précise le directeur général des services, Raymond Meyer. *Cela nous a permis d'économiser 500 à 600 000 euros.* »

« *Les établissements bancaires nous proposent des taux de crédits inacceptables* », certifie un directeur financier. « *Les taux ont augmenté de plus de 1% depuis l'an dernier* », assure le

Christophe Zoïa

Crédits toxiques. La colonne des dépenses s'alourdira aussi pour les collectivités qui ont souscrit des crédits structurés. Les plus toxiques de ces crédits sont adossés à des taux

...les villes allemandes chiffrent leurs pertes

Jeu en bourse, «crossboarder leasing»... Les communes du Bade-Wurtemberg sont handicapées par leurs choix stratégiques et financiers.

DANS le Bade-Wurtemberg, les communes jouent en bourse. Conséquence directe, plusieurs d'entre elles ont été touchées par la crise financière venue des Etats-Unis. Certaines villes comme Fribourg, Mannheim et Karlsruhe avaient placé une partie de leur argent auprès de la filiale allemande de Lehman Brothers. Fribourg y avait investi 47 millions d'euros. Ils devraient être restitués par le fonds public de garantie de dépôt, « *mais on ne sait toujours pas quand on recevra l'argent – c'est une somme importante qui manque actuellement dans notre budget* », déplore Edith Lamersdorf, l'attachée de presse de la mairie de Fribourg.

Les « crossboarder leasing » constituent l'autre champ d'activité financière des municipalités à l'étranger. Certaines villes, comme Stuttgart, Mann-

heim et Ludwigsburg, ont cédé pour une durée de 99 ans les droits de propriété de leurs réseaux d'eau ou leurs stations d'épuration à des banques américaines, devenant alors les locataires de leurs propres infrastructures.

Hausse de l'eau. Depuis la crise boursière, les établissements bancaires américains imposent une révision de ces contrats. A titre d'exemple, cette restructuration va coûter 23 millions d'euros à l'association de droit public des eaux du Bade-Wurtemberg qui regroupe 250 communes. Le prix de l'eau devrait augmenter de 4,4% en 2009 dans les communes membres.

Les communes devraient aussi être lourdement handicapées par une forte baisse de la taxe professionnelle (TP). En Allemagne, cette taxe est basée sur

les bénéfices des entreprises et représente une source de financement essentielle pour les communes.

« *Deux tiers de notre TP vient des banques et de l'industrie d'automobile* », deux secteurs particulièrement touchés, explique Volker Schaible, trésorier de Stuttgart, où la baisse pourra représenter 200 à 300 millions d'euros dans le budget 2009.

A Ludwigsburg, à 12 km de la capitale du Bade-Wurtemberg, plusieurs grandes entreprises ont déjà demandé à recalculer le montant de leurs versements en raison d'une baisse attendue de leur chiffre d'affaires, affirme Harald Kistler, trésorier de la Ville. « *Au printemps, quand les entreprises y verront plus clair, on décidera du calendrier et des priorités de nos investissements.* »

Imke Plesch



Le vert bientôt mûr

L'éco-habitat, perçu comme une valeur refuge, semble légèrement épargné.

→ **Logement basse consommation :** Il consomme moins de 50 kWh/m²/an. En 2012, ce sera la norme. La « maison passive » produit au moins autant d'énergie qu'elle n'en consomme.

→ **Cibles HQE :** Mesures indicatives visant à diminuer les impacts environnementaux de la construction : consommation énergétique, orientation du bâtiment, insertion paysagère, consommation d'eau ou qualité de l'air intérieur.

WEBERHAUS, leader allemand de l'éco-habitat, et ses 870 employés s'attendent à ressentir la récession en 2009. Mais Hardy Rose, cadre commercial, reste confiant : « L'investissement est plus important que pour une construction classique », admet Hardy Rose, mais les gens savent que les factures d'électricité et de chauffage seront moins élevées, et qu'après quelques années, ils rentreront dans leurs frais. » La hausse du prix du pétrole, de 2004 à juillet 2008, a laissé des traces, et l'intérêt pour l'éco-habitat, malgré un surcoût estimé de 5 à 15%, grandit.

Français peu sensibles. L'entreprise prend en charge l'ensemble de la maison, de sa conception à sa fabrication. Fin 2008, elle aura livré 625 maisons « clé en main ». 20 à 25% de sa production est exportée en Europe. En revanche, même si son siège est à une vingtaine de kilomètres de Strasbourg et qu'une antenne est installée à Eckbolsheim, elle compte très peu de clients alsaciens. « Les Français sont encore peu sensibles aux questions écologiques », regrette Hardy Rose. Alors que pour certains Allemands, économiser l'énergie est tellement important qu'ils finissent presque par



Adrien Potocnjak-Vaillant
construire leur maison en fonction du chauffage plutôt que l'inverse. »

« Le marché du solaire devrait doubler dans les deux ans qui viennent », calcule Christa Mohr, qui dirige une entreprise d'installation de panneaux solaires à Fribourg. La Ville vient de débloquer 1,35 million d'euros pour transformer deux écoles et un gymnase en « bâtiments passifs ». En France, François Liermann, consultant Qualité environnementale du bâtiment pour la Communauté urbaine de Strasbourg, affirme que la construction verte « n'est ancrée ni dans la demande ni dans l'offre ». Pourtant, il estime que dans 30 à 40 ans, quand le prix de l'énergie aura doublé, les bâtiments classiques « vaudront deux fois moins ». Christophe Moschberger est animateur du réseau durable Cluster Alsace Energivie, créé pour développer la filière du

Rémi Florian, fondateur de l'entreprise alsacienne Bio espace construction, devant une « maison biologique » à Vendenheim.

able alsacienne. Selon lui, entre le « keynésianisme vert » annoncé par Jean-Louis Borloo, la systématisation de la construction basse consommation à partir de 2012 et la proximité de l'Allemagne, « tout indique que le secteur va démarrer de manière fulgurante » en Alsace. D'autant que les mesures du Grenelle de l'environnement vont renforcer la tendance. Le secteur du bâtiment, responsable d'un quart des émissions de CO₂ et de 40% de la consommation d'énergie, a été particulièrement ciblé. Financé à hauteur de 300 millions d'euros par l'Etat, un « éco-prêt », négocié pour février, permettra l'emprunt à taux zéro de 30 000 euros, sans conditions, pour couvrir le coût d'une rénovation ou de la mise aux normes basse consommation. Autres mesures prévues, une exonération d'impôt sur sept

ans et une TVA réduite sur les matériaux écologiques. Pour Philippe Klein, président de l'Union des architectes du Bas-Rhin et de l'Union régionale des syndicats d'architectes, se spécialiser dans la construction environnementale « est une des meilleures façons de sortir de la crise », car au vu du développement futur de la filière, « le besoin n'est pas satisfait. » Et de résumer : « C'est un paradoxe de la crise. Tout le monde dit qu'il faut réduire les budgets, mais sur le long terme, le développement durable, plus coûteux, est plus performant ».

Une expansion freinée. Si l'avenir appartient aux constructions écologiques, le présent est plus mitigé. Chez Bio espace construction, entreprise alsacienne spécialisée dans « l'habitat biologique », les appels de clients intéressés par la démarche écologique ne diminuent pas. Cependant, « les banques bloquent les emprunts, certains clients n'arrivent pas à revendre leur propriété », explique Rémi Florian, pionnier de l'éco-habitat alsacien, qui dirige la société depuis trente ans. L'entreprise FNO construction, convertie depuis trois ans à la basse consommation, fait le même constat. Face à la difficulté d'obtenir un prêt important, les clients se tournent vers la rénovation. « C'est plus facile d'obtenir un prêt pour 20 000 euros », observe Guillaume Scheffler, technicien chiffré.

Gaëlle Dietrich
Anne-Sophie Legge
Adrien Potocnjak-Vaillant

Concurrence féroce entre les scieries rhénanes

Baisse de la demande mondiale et spéculation coupent les bras des bûcherons réduits au marché européen.

→ **Grenelle de l'environnement :** Les débats organisés en octobre 2007 sur le thème du développement durable ont débouché sur une première loi d'orientation, adoptée le 21 octobre 2008. En février 2009, le Parlement discutera d'un deuxième texte, destiné à étendre le bonus-malus écologique, taxer les poids lourds et encourager la construction verte.

LE plus dur est devant nous. » De son bureau qui conserve les images de l'entreprise familiale lancée en 1942, René Maechler s'efforce de jauger l'impact de la crise. « Le 15 octobre, il y a eu une cassure. Comme si c'était les congés », se souvient-il. René Maechler connaît pourtant son affaire. Président des scieurs d'Alsace et vice-président de la Fédération nationale du bois et de l'organisation européenne des scieries, il emploie une trentaine de personnes à Soufflenheim, dans le Bas-Rhin : « J'ai déjà vécu des crises, mais elles étaient locales. Ça n'allait pas trop en France mais ça marchait bien en Allemagne. Mais une crise de cette ampleur, jamais. » La filière bois fait vivre 20 000 personnes en Alsace. Et les scieries régionales, qui emploient 2000 salariés, ont connu une chute d'activité de 10 à 15% depuis quelques mois. Même si celles qui travaillent les résineux utilisés, notamment pour le gros œuvre, ont pu être touchées plus tôt. Un choc qui ne

s'arrête pas à la frontière. L'industrie du bois, qui concerne une personne sur quatre dans la Forêt noire « est gravement touchée », reconnaît Günther Huber, PDG d'une scierie de 40 salariés à Oppenau. Le secteur ne s'en remettra pas avant deux ans ».

« **Nous nous entretuons.** » René Maechler raconte « la crise des subprimes » qui a conduit à « la baisse de la demande aux Etats-Unis ». Il revient sur « la stratégie » des grandes scieries allemandes, (qui y exportaient 80% de leur production) de se rabattre sur le marché européen. Il évoque aussi ces « entreprises chinoises qui vendaient leur parquet outre-Atlantique » et font de même. Conséquence, une concurrence féroce pour les fabricants de parquet et les grandes scieries, dont deux sont basées en Alsace. « Nous nous entretuons », reconnaît Günther Huber. Autre difficulté, le prix du bois vendu aux scieries par les collectivités du Bade-Wurtemberg (qui possèdent 63% des

espaces forestiers) est plus élevé que dans le reste du pays. « Les scieries allemandes réduisent leurs capacités », constate René Maechler. C'est le cas de Karl Streit, à Hausach dans l'Ortenau. Sa production a plongé de plus de 10% en 2008 et il s'est déjà séparé de 20 de ses 95 salariés.

Composé en majorité de petites et moyennes d'entreprises, le secteur des scieries alsaciennes échappe pour l'instant à ces coupes claires. Mais les sociétés souffrent de la baisse de la demande intérieure.

Diversifier l'offre. Le contexte actuel se traduit par le gel des mises en chantier. C'est le solde à payer, aussi, après deux ans de spéculation, conséquence de la flambée des matières premières. « En 2007 et jusqu'au printemps 2008, négociants, grande distribution, fabricants de parquet et professionnels ont fortement augmenté leurs stocks anticipant un boom des prix », explique René Maechler. Du coup, ils ont réduit leurs achats de bois

scié ne conservant qu'un stock limité qu'ils alimentent au compte-goutte ». A la baisse des commandes dues au ralentissement de la construction s'ajoute une autre baisse due aux effets de la spéculation. Pour rebondir, René Maechler lorgne désormais sur l'essor de l'habitat écologique et sur les marchés de niche (des commandes sur mesure pour les particuliers et les distributeurs). Ces « moutons à cinq pattes » comme il les appelle, que les professionnels délaissaient il y a encore peu. Une diversification vers laquelle s'orientent aussi les entrepreneurs allemands, non sans une réelle angoisse. « En près de 140 ans d'existence, nous avons traversé deux guerres et la crise de 1929 », confie Klaus Henne, PDG de la scierie Karl Streit. J'espère que nous survivrons à celle de 2009. » Dans plusieurs scieries de l'Ortenau, les fêtes de Noël organisées par les entreprises ont été annulées.

Florent Godard
Imke Plesch



Anne Ilcinikas/CUJEI

Le crédit municipal propose des solutions pour les exclus bancaires.

Surexposés au surendettement

Loyers plus chers, travail précaire : les difficultés financières des particuliers vont se multiplier.

CRÉDITER son compte de plusieurs milliers d'euros en quelques clics ou à l'aide d'une simple signature dans une grande surface, rien n'est plus simple. Ces crédits à la consommation, dont les taux dépassent parfois 18%, sont la cause principale du surendettement. Ils touchent 90% des familles dont s'occupe Cresus Alsace, la chambre régionale du surendettement dans la région. Eric Sander, son président, estime que « les situations d'impasse financière vont suivre la courbe du chômage et exploser ».

→ **Particularité régionale**, en Alsace et en Moselle, un individu peut déclarer sa **faillite civile**. Une disposition héritée du droit allemand qui permet au tribunal d'annuler la dette d'une personne. Cette procédure qui évite de passer par la commission de surendettement de la Banque de France concerne environ un millier de personnes par an.

→ **Surendettement** Situation où le débiteur est manifestement dans l'impossibilité de faire face à l'ensemble de ses dettes non professionnelles.

Brahim, 35 ans, a fait appel à l'association. Il vient juste de perdre son emploi de plongeur dans un bar. Il est empêtré dans des crédits depuis 2005. « J'ai même emprunté pour me lancer dans l'astrologie », raconte-t-il. Mais ça n'a pas marché. Son ardoise s'élève aujourd'hui à 10 000 euros, auprès de différents organismes de crédit. Aidé par Cresus, il cherche à étaler son remboursement, en demandant un moratoire à la Banque de France. En privé, les banquiers estiment aujourd'hui que la crise aura au moins eu un impact positif. « On laissait les gens s'endetter beaucoup trop », témoigne un chargé d'affaires d'une banque strasbourgeoise. Aujourd'hui, on respecte des

principes qu'on avait perdus de vue. » Les banquiers prennent systématiquement en compte le « reste à vivre », après déduction du remboursement. Un credo facile à respecter ? Pas sûr. « Le problème, c'est que le banquier ne peut pas voir les différents crédits contractés auprès des magasins », s'agace Eric Sander. Ça fait longtemps qu'on se bat pour créer un « fichier positif » : un répertoire national des crédits aux particuliers, où les prêts à la consommation seraient recensés. »

Nouveaux précaires. Christian Fassnacht, assistant concierge dans une école, a fait les frais de ces crédits faciles d'accès. Après son divorce en 2004, il a voulu se lancer dans la revente de voitures d'occasion, entraîné par un voisin surendetté qui avait besoin de lui pour emprunter de l'argent. « J'étais fragile psychologiquement », raconte-t-il. J'ai multiplié les crédits à la consommation, jusqu'à 17 000 euros. » Aujourd'hui dans l'impasse, il n'a jamais vu le début d'un remboursement et regrette d'avoir fait confiance à un homme qu'il ne connaissait pas. La crise a aussi fait apparaître une nouvelle forme de surendettement, les propriétaires précaires. « Des demandes relatives aux crédits immobiliers

sont apparues il y a deux mois », constate Marie-Capucine Vincent, juriste à Cresus. Le plus souvent, ce sont des crédits à taux variables, et des propriétaires qui ont vu le montant de leurs mensualités bondir. » Les locataires ne sont pas épargnés par la crise. Selon Alain Ramdani, directeur de l'Areal, l'association régionale des organismes HLM, la part des impayés dans les loyers perçus « est passée de 1,5% à 2,5% en un an ». L'inquiétude est partagée par plusieurs bailleurs sociaux. Chez CUS Habitat et Habitat de Haute-Alsace, le problème est déjà perceptible

depuis un an. « Lorsque j'ai dû choisir entre payer mon loyer et nourrir mes enfants, j'ai choisi mes enfants », témoigne Jeannine à l'occasion d'une réunion d'information organisée par Cresus Alsace. « La paupérisation des familles est visible », estime Catherine Geng, responsable logement à la Confédération syndicale des familles - CSF -, qui voit d'ailleurs arriver de plus en plus de gens dans son local du quartier de l'III : dix par jour l'an dernier, plus d'une quinzaine depuis le début de 2008.

Olivier Devos
Amaury Prieur

Le mont-de-piété : distribanque d'urgence

« Sûr et sans délai » : le Crédit municipal connaît une hausse de 14% de la fréquentation.

UNE dizaine de personnes se presse aux comptoirs des petits boxes en verre opaque du Crédit municipal de Strasbourg cet après-midi de décembre. Depuis juin dernier, le seul mont-de-piété d'Alsace ne désemplit pas. L'établissement, qui propose aux particuliers un prêt en échange d'objets en tout genre, a vu sa

fréquentation et les montants alloués aux clients augmenter de près de 14% par rapport à l'année précédente. Davantage de jeunes et de personnes âgées : c'est la tendance qu'observe depuis six mois Pelagie Muller, directrice par intérim du Crédit municipal de Strasbourg. « Les mois de septembre à décembre sont



●●● souvent une période d'affluence mais là, il y a foule, confie-t-elle. Les exclus bancaires ont toujours fait partie du cœur de cible de notre clientèle. Mais de plus en plus de personnes qui travaillent ont recours à nos services parce qu'elles ne s'en sortent pas. »

Martin, 43 ans, est employé. Il avait besoin de « cash » rapidement. Après avoir longtemps hésité face aux nombreuses offres de crédit, il a frappé à la porte de cet établissement bancaire public où le prêt moyen s'élève à 430 euros, sur recommandation d'un ami. « J'ai amené quelques babioles, un tableau, raconte-t-il à la sortie de sa première visite. C'est vraiment intéressant. Pour un intérêt de 1% pour les six premiers mois, ils gardent mes affaires et je peux les récupérer quand je veux. » Contrairement à d'autres qui préfèrent étaler le remboursement, il a choisi de payer en une seule fois.

Le Crédit municipal n'est plus seulement l'endroit où l'on met au clou la montre de grand-papa pour payer les réparations de la voiture. Les clients y voient un établissement de confiance qui permet d'obtenir des liquidités sans risque.

39 000 biens. Leïla vient depuis quelques années, quand elle a besoin d'argent. « C'est sûr et sans délai, déclare cette jeune intérimaire de 30 ans. J'amène des bijoux, c'est tout ce que je possède ayant de la valeur. Je les laisse au moins six mois. » Ces derniers temps, elle avoue être venue plus souvent : « La fin de l'année est toujours difficile, mais celle-ci l'est encore plus. »

En décembre, le coffre contenait quelque 39 000 biens contre 36 000 l'an dernier à la même époque. Une augmentation qui s'est accompagnée d'une diversification croissante : verres de cristal, napoléons, bijoux mais aussi tabernacles, fauteuils, tableaux ou encore poupées et instruments de musique. « Une jeune étudiante amène sa guitare à la fin de chaque mois depuis le début de l'année scolaire, raconte Pelagie Muller. Et elle revient la chercher quelques jours après, une fois qu'elle a bouclé son budget. »

Enchères. La hausse de fréquentation se ressent aussi dans les ventes aux enchères. Contrairement aux autres établissements de France qui délèguent ce service, le Crédit municipal de Strasbourg propose la mise en vente directe des objets. Le client spécifie qu'il ne veut pas le récupérer et au bout de trois mois, le bien est inscrit pour la prochaine vente aux enchères. « Cela lui laisse le temps de changer d'avis, explique Pelagie Muller. Mais depuis cet été, on a du mal à tout vendre dans les délais. » Ce qui entraîne un retard dans l'écoulement des stocks, même si les ventes ne concernent que 5% des biens qui transitent par le coffre du Crédit municipal.

Sophie Lebrun

→ Depuis la fin 2007, les TVA de France et d'Allemagne convergent. La majorité des produits alimentaires est taxée à hauteur de 5,5% dans l'hexagone, contre 7% outre-Rhin. Le chocolat reste à ce niveau en Allemagne mais est assujéti à une taxe de 19,60% en France. La TVA des boissons alcoolisées est de 19% et 19,60%, tout comme les produits d'entretien, d'hygiène, de parfumerie ainsi que les jouets et l'électroménager.

Les dons qui chutent

Les associations peinent à satisfaire les demandes.

QUAND Liliane Huder, présidente de la fédération d'Alsace du Secours populaire, a reçu la lettre de Raymond*, elle a, dit-elle, été « émue aux larmes ». Cet important donateur de 84 ans tenait à s'excuser. Par crainte de fins de mois difficiles à boucler en 2009, il sera moins généreux cette année.

« Pour la campagne de septembre-octobre, on a observé une diminution des dons de 30 % par rapport à la même période en 2007 », constate Liliane Huder. En poste depuis huit ans, elle juge cette situation inédite. Au Secours catholique (Caritas), où la moitié du budget provient des dons, le tassement, pas encore chiffré, semble plus léger. Raoul Gillmann, responsable de Caritas en Alsace, souligne que « quand on sent que les temps vont être durs, on privilégie la solidarité familiale avant de faire des dons hors de ce cercle ».

Baisse des ressources et... augmentation de la demande. Au Secours populaire, Liliane Huder estime que le nombre de

personnes reçues chaque jour est passé d'une vingtaine en octobre-novembre 2007 à une trentaine pour la même période en 2008. Au service « bébés » des Restos du cœur, Géraldine, bénévole, fait le même constat : « Une augmentation de 20% par rapport à l'an passé. Depuis quelques mois, beaucoup plus de mamans font appel à nous pour récupérer des couches, du lait, des vêtements et de la nourriture pour leurs enfants. »

Nouveau public. Délégué général de la Banque alimentaire du Bas-Rhin depuis 2001, Alain Blumenroeder confirme : « Sur le plan national, on note une augmentation de 10%. Dans le Bas-Rhin, des ménages qui ne venaient qu'une seule fois par mois passent maintenant jusqu'à trois fois. » Il arrive parfois que les associations n'aient pas les moyens d'aider tout le monde, comme à l'antenne mulhousienne de Caritas. Il y a quelques semaines, celle-ci a dû refuser 22 personnes dans la même journée.

Si les familles monoparentales et les personnes en marge de la société (demandeurs d'asile, chômeurs...) restent le « cœur de cible » des associations caritatives, la crise actuelle fait apparaître un nouveau public. « Beaucoup de personnes âgées font appel à nous, notamment pour de l'aide alimentaire, car leur retraite ne leur permet plus de payer les charges », explique Raoul Gillmann.

Iceberg. « On voit aussi venir des travailleurs ayant une situation stable mais qui restent pauvres (caissières, femmes de ménage...). Malgré leur emploi, ces personnes ont des retards de loyers et du mal à se nourrir de manière équilibrée », ajoute Liliane Huder. Pour tous, la situation actuelle s'apparente à un iceberg. « C'est en mars 2009 qu'on verra à quel point les gens sont touchés et qu'on pourra faire le bilan », prévoit Raoul Gillmann. Encore plus inquiétant : les associations voient revenir vers elles des personnes qui ont eu besoin de leurs services, puis avaient fini par s'en sortir en trouvant un emploi. La crise les a de nouveau plongées dans une situation de précarité.

Julien Fournier

*prénom modifié

Le trompe-l'œil du discount

Les Français franchissent toujours le Rhin malgré la réduction des écarts de prix.



Peter Hauk, Martine Mérigeau et Jean-Louis Hoerlé (président de la Chambre de commerce et de l'industrie) présentent l'étude de consommation d'Euro-Info-Conso.

UN kilo de pâtes à moins de cinquante centimes et une tablette de chocolat pour le même prix. Au Lidl de Colmar, rue du Ladhof, de grandes pancartes jaune et orange fluo annoncent des prix cassés. Sylvain, 52 ans, et sa femme déambulent dans les allées, comparant les marques, produit après produit, un samedi après-midi de novembre. « Ça fait cinq ans que l'on fait nos courses ici une fois par semaine, raconte ce magasinier de Colmar. De temps en temps, on va au Lidl à Breisach en Allemagne. C'est encore moins cher et on trouve la même qualité. » Moins cher ? Pas si sûr. D'après une étude de l'institut Euro-

info-conso menée de juin à décembre 2008, la différence de prix sur l'alimentation entre les deux pays s'est estompée. « L'année dernière, 65% des produits du panier de la ménagère coûtaient moins en Allemagne, explique Martine Mérigeau, directrice de l'organisme de consommateurs. Aujourd'hui, la situation a changé : le lait, les pâtes ou le riz sont plus chers outre-Rhin. »

Inflation. Aux yeux de Peter Hauk, ministre de la Consommation du Bade-Wurtemberg, la réduction des écarts provient de l'inflation. « Les produits alimentaires sont soumis à une rude concurrence en Al-

lemagne, explique-t-il. Comme les marges sont limitées, la hausse des prix en 2007 a été immédiatement répercutée. Un impact qui n'a pas eu la même ampleur en France. »

Pourtant, sur le parking du Lidl de l'autre côté de la frontière, près de la moitié de la centaine de voitures en stationnement porte des plaques immatriculées 68. « Je ne fais mes courses qu'en Allemagne, explique Sabine, 56 ans, en remplissant son coffre. Je vois surtout la différence sur le chocolat et sur les produits de beauté : le maquillage et les soins du visage peuvent être quasiment à moitié prix par rapport à la grande distribution française. »

Compétitivité. Un constat qui rejoint les observations de Martine Mérigeau : « Une bombe de laque de marque française est vendue plus de 8 euros en France contre 3,50 euros de l'autre côté du Rhin. » Mais pourquoi ?

Pour Jean-Claude Fournet, directeur du Auchan d'Illkirch, la loi Chatel permettra bientôt de devenir plus compétitif dans ce secteur. « Pour l'instant, les fournisseurs imposent leurs prix aux distributeurs, déclare-t-il. Bientôt nous pourrions, comme nos homologues allemands, négocier et faire baisser les prix. C'est à ce moment-là que la guerre entre magasins frontaliers va vraiment commencer. »

Julien Fournier
Sophie Lebrun



Bon marché

Du producteur au consommateur, les légumes de proximité gagnent du terrain.



Stéphanie Goutte/CUEI

Tous les jeudis, les consommateurs locaux viennent chercher leurs légumes.

LES vertus de l'économie sociale et solidaire se révéleraient-elles en période de crise ? Réaction face aux excès des intermédiaires de la « chaîne alimentaire », volonté de revenir à des modes de consommation plus durables, ou désir de soutenir les producteurs locaux déprimés par la chute des cours, les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) commencent à s'affranchir de la niche réservée à une poignée de militants. « Plus de 1000 personnes en bénéficient, estime Djémal Abbas, trésorier et membre fondateur d'Amap Alsace. Et l'offre ne suit pas la demande. » Au 66 avenue des Vosges à Strasbourg, les consommateurs locaux viennent chaque jeudi s'approvisionner en légumes dans leur relais de distribution. Ici on ne paie pas, tout est déjà réglé d'avance au producteur. Lui reçoit l'assurance d'un financement pour la saison à venir et le consommateur paye au prix « juste » des produits qui respectent une charte environnementale, voire des produits labellisés bio. « Quand on tra-

vaille avec la grande distribution, on vit un peu au jour le jour, explique Raphaël Gasser. On ne sait pas quelle quantité de marchandises on va pouvoir commercialiser et on n'a aucune idée du prix d'achat. On ne peut rien planifier... » Ce jeune chef d'exploitation, installé à Wolschwiller distribue ses légumes sur le parking du stade de football de l'Ill à Mulhouse. Pour Raphaël, qui énumère les bénéfices du passage à la vente alternative, il y a eu « un avant et un après » : « Avant, si l'on ramenait mon salaire au taux horaire, j'étais loin de toucher le Smic. On était stressés, toujours obligés de pousser les gens pour avoir une certaine rentabilité. Il fallait constamment y aller à fond pour joindre les deux bouts. Depuis quelques mois, on a allégé le travail des salariés. Aujourd'hui, on peut travailler normalement. » C'est l'avantage de l'Amap : avec l'argent économisé par la suppression des intermédiaires, il est plus facile de financer une production bio ou

→ **Economie sociale et solidaire :** Elle regroupe les activités économiques qui ne sont ni des entreprises capitalistes, ni des services publics. Associations, sociétés coopératives... ont un statut qui met en avant l'homme plutôt que le capital, la non-recherche de profit, une finalité d'intérêt général et d'utilité sociale.

respectueuse de l'environnement (moins productive et qui nécessite plus de main-d'œuvre) et augmenter les salaires des employés. L'achat de produits locaux contribue également à réduire les émissions de CO₂ liées au transport de marchandises. Les consommateurs, eux, qui viennent récupérer leur panier dans les relais de distribution, redécouvrent des légumes. « Il y en a même que nous ne connaissions pas: le rutabaga par exemple », s'amuse Laurent, à Mulhouse. « Ça nous oblige à consommer des légumes et à ouvrir des livres de cuisine, confie Murielle et son mari, et c'est aussi un meilleur rapport qualité-prix. »

Forte progression. La formule Amap connaît aujourd'hui une forte expansion. De palette de produits : légumes, fruits, fromages, viandes de porc et d'agneau, même des truites. De relais d'approvisionnement : leur nombre a doublé en un an dans le Bas-Rhin pour atteindre la quinzaine. Introuvable l'an passé dans le sud Alsace, la filière nourrit désormais près de 400 familles. À tel point que la demande dépasse l'offre. Trois nouvelles structures devraient ouvrir d'ici avril à Soultz, Ungersheim et Guebwiller. À Strasbourg, l'Amap des Vosges affiche aujourd'hui complet. Implanté depuis seulement quelques mois à Mulhouse, Raphaël Gasser a déjà une liste d'attente d'une trentaine de personnes. « Si on avait assez d'agriculteurs, on doublerait le nombre de relais en deux mois », estime Djémal Abbas. Au delà des Amap, le principe de l'achat direct séduit des paysans lassés de voir leur production vendue souvent à perte. « Les gens veulent de la proximité, les paniers et les ventes chez le producteur se développent, assure Denis Digel, président de la section fruits et légumes de la FDSEA du Bas-Rhin. La fréquentation est en hausse de près de 30% dans le magasin de mon exploitation. »

Transformation difficile. Comment expliquer, alors, la pénurie de paysans ? « Il est parfois difficile quand on est spécialisé dans la céréale d'accompagner sa culture de plusieurs légumes, analyse Christine Schaub, conseillère spécialisée en agriculture biologique à la Chambre d'agriculture du Bas-Rhin. Cela requiert des investissements en matériel pour la récolte, la plantation, le stockage. » Une mutation qui prend du temps. « Il faut faire connaître le principe, trouver des lieux de distribution, toute une organisation pour s'associer à d'autres producteurs », détaille Raphaël Gasser. Pas simple. Lui a mis six mois à transformer son exploitation pour répondre aux besoins des Amap. Aujourd'hui, il a décidé d'aller plus loin et de passer au bio. Florent Godard

Le tourisme en sursis

Les professionnels s'attendent à un effet retard dans deux ans.

DANS la région, le flux de touristes ne tarit pas. Depuis septembre, le taux d'occupation des hôtels en Alsace est stable, autour de 67%. Selon l'Observatoire régional du tourisme, les réservations pour décembre étaient satisfaisantes et le week-end se sont vendus facilement. Pour le premier week-end du marché de Noël à Strasbourg, « les commerçants parlent de 30% de visiteurs de plus que l'année dernière », confie l'employée de l'Office du tourisme. Avec 2 millions de visiteurs attendus, « les fêtes de fin d'année sont une bonne période pour se rendre compte de l'attitude des particuliers », affirme une employée de l'hôtel Holiday Inn à Strasbourg. Selon une étude réalisée par le cabinet Deloitte, Noël reste une période atypique où les consommateurs laissent libre cours à leurs envies malgré les difficultés économiques. Seul souci pour les hôteliers : leur clientèle d'affaires. « Les sociétés vont décaler leurs besoins en terme de séminaires et se pencheront surtout sur des hôtels de moindre qualité », redoute l'employée d'Holiday Inn.

Week-ends en région. Côté Bade-Wurtemberg, le nombre de nuitées augmente de 0,4% par rapport à septembre 2007. « La crise pourrait favoriser le tourisme local si les gens ne peuvent plus se permettre des voyages à l'étranger », espère Wolfgang Weiler, responsable de la communication de la Schwarzwald Tourismus GmbH, entreprise qui favorise le développement touristique en Forêt noire. La famille Mack, propriétaire d'Europapark, pôle touristique majeur dans le Rhin supérieur, va investir 35 millions pour un nouveau grand huit de 40 mètres de haut. Il s'agit du plus grand investissement depuis la création du parc d'attractions il y a 33 ans à Rust. En haute saison, le parc compte jusqu'à 3000 employés auxquels s'ajoutent indirectement jusqu'à 8000 emplois. Le petit aéroport Black Forest à Lahr a profité de sa proximité avec le parc pour obtenir sa licence pour le transport régulier de passagers. « Les vols charter en provenance de Vienne sont toujours pleins, explique Elke Günther, responsable marketing de l'aéroport. Ce partenariat nous assure des vols réguliers sur lesquels nous pouvons compter. » Malgré l'optimisme de rigueur, Wolfgang Weiler rappelle qu'« au cours des crises passées, la baisse d'activité dans le tourisme est toujours arrivée avec un ou deux ans de retard ». Floriane Andrey Anne-Sophie Legge

La crise a bon dos... mais frappera durement

Pour Antoine Bureth, l'économie paie aujourd'hui ses erreurs passées. Jean-Alain Héraud prévoit une année 2009 difficile.

Antoine Bureth, maître de conférence en économie à l'université de Mulhouse :



Christophe Zoia/CUEJ

Antoine Bureth est spécialiste de l'économie industrielle.

« **S**ALARIÉS relativement bien formés, climat social apaisé et position géographique stratégique : ces avantages, spécifiques à l'Alsace, ne disparaîtront pas avec le ralentissement économique.

Si les conditions de crédit s'améliorent et les acteurs boursiers retrouvent la raison, la crise ne devrait pas durer. Et la région ne devrait pas être beaucoup touchée.

Mais, en ces temps d'incertitude, les licenciements sont davantage acceptés. Par exemple, dans l'automobile, la crise a bon dos. Si Peugeot a des milliers de voitures en stock, ça ne date pas d'hier ! Ses difficultés sont structurelles : ses lignes de production sont obsolètes.

Même tendance dans le secteur immobilier, où nous arrivons à la fin d'un cycle. Agences, promoteurs : nombreux sont ceux qui ont profité du boom immobilier. Le secteur va être épuré, seuls les plus costauds et les plus sains résisteront. L'immobilier souffre d'un manque de confiance. Dès que les taux de crédit baisseront à nouveau, ce qui devrait être rapidement le cas, les acheteurs tergiverseront moins. L'argent existe, c'est seulement l'achat qui est remis à plus tard.

Le domaine des transports devrait être l'un des plus touchés en ces temps difficiles. Avec des taux de marge à 0,5%, les transporteurs sont déjà dans une situation de survie. La crise vient aggraver un contexte des plus délicats.

Le secteur bancaire souffre à l'échelle nationale. Mais je n'imagine pas que les banques vont licencier ici. L'Alsace est tout de même la deuxième région la plus riche de France. L'important dans les mois à venir sera de soutenir les actions de recherche et développement, surtout dans l'automobile. »

Jean-Alain Héraud est doyen de la faculté des sciences économiques et de gestion.

Jean-Alain Héraud, professeur d'économie à l'Université de Strasbourg :

« **L'**ALSACE est une région plus industrielle que la moyenne. Les services, qui se sont développés, sont souvent liés à ce secteur d'activités. Or, la manufacture va particulièrement souffrir de la crise. L'Alsace sera sans doute davantage touchée.

L'automobile subira la crise. Prévoyants, les constructeurs licencient aujourd'hui pour anticiper le ralentissement de demain. 2009 ne sera donc pas catastrophique en termes de perte d'emplois. On peut être plus inquiet pour les nombreux sous-traitants.

La chute dans le bâtiment aura aussi de lourdes conséquences. Le BTP est en effet au centre d'échanges avec l'industrie du métal, du verre, de la chimie, de l'électricité, de l'électronique, etc. Certains petits promoteurs, pas assez solides, risquent la faillite. Si les prix d'achat baissent de 20% après avoir augmenté de 30% ces dernières années, on reviendrait à des prix basés sur la valeur réelle du bien. Et les futurs propriétaires seront sans doute heureux de bénéficier d'une chute des prix... Le mobilier de bureau, auquel on pense peu, devrait lui aussi souffrir de la crise. Steelcase, un des leaders mondiaux du secteur, a sa principale base européenne à Strasbourg. Il va lui être difficile de faire face à la baisse prévisible de la demande des entreprises.

Mais des pans importants de l'économie alsacienne devraient être épargnés : commerce, administration, universités, tertiaire ou tourisme. Les étudiants ne réviseront pas moins et les malades iront au moins autant à l'hôpital en 2009. »

Propos recueillis par Sophie Albanesi, Elsa Marnette, Christophe Zoia



Christophe Zoia/CUEJ



« On sort nos antennes pour voir les marchés de 2009 »

Bernard Rinckwald anticipe l'arrivée de nouvelles technologies et fait le pari de la voiture propre.

« **L'**A crise que nous vivons aujourd'hui permet d'assainir les marchés. Le pétrole et les matières premières par exemple, telles que le laiton que nous utilisons, affichent à nouveau des prix raisonnables.

Après chaque crise, on observe une hausse du pouvoir d'achat, et l'avènement de nouvelles technologies. De nouveaux marchés vont voir le jour. Dès aujourd'hui, il faut miser sur la recherche et le développement. Je fais partie, avec d'autres chefs d'entreprises, du pôle « véhicules du futur », qui regroupe 250 PME et PMI du Grand Est. On sort nos antennes, pour voir quels seront les marchés de 2009, et comment nous positionner.

L'avenir, ce sont les véhicules propres, électriques ou hybrides, comme cette voiture, testée à Antibes, qui adopte le même principe que le Vélib'.



Pierre Manière/CUEJ

Bernard Rinckwald à la tête de deux PME, Sécome et Adécut. Outilleur, il fabrique, entre autres, des pare-soleil pour l'automobile.

Le pare-soleil va-t-il rester dans ces voitures du futur ? Je compte investir 300 000 euros pour renouveler mes machines d'ici 2010. Dans l'idéal, c'est un million d'euros que j'aimerais dépenser pour de nouvelles presses. Nous serions alors au top de notre métier.

D'ici deux ans, ces nouveaux véhicules seront produits de manière industrielle, à plus de 10 000 exemplaires. Les sous-traitants s'intéresseront à notre savoir-faire. »

Propos recueillis par Stéphanie Goutte



Matthieu Gallier/CEJ

« La flexibilité : un avantage pour les PME en 2009 »

Pour Simon Kaiser, l'industrie automobile badoise va souffrir, pas les marchés de niche.

Simon Kaiser, responsable des politiques fiscales, du travail et des finances à la Chambre du commerce et de l'industrie (CCI) de Fribourg :

« **N**ous essayons de ne pas rendre la crise plus importante qu'elle ne l'est en réalité. Après trois ans d'essor conjoncturel, l'économie se trouvait à un niveau exceptionnellement haut.

Quelques indicateurs économiques suffisent à résumer cette situation. L'Allemagne n'avait plus connu un chiffre du chômage aussi bas – moins de 3 millions de chômeurs en octobre – depuis 1992. 370 000 postes sont toujours vacants, un chiffre qui a doublé depuis le début de l'année 2005. Et, finalement, même si le PIB baissait de 10% aujourd'hui, il serait au niveau de 2005.

Nous ne cherchons pas à nier les difficultés actuelles, qui devraient se poursuivre en 2009. Mais nous les expliquons principalement par une surchauffe générale de l'économie depuis plusieurs mois : de nombreuses entreprises manquaient de personnel qualifié, le prix du pétrole est parti en flèche et les délais de livraison se sont allongés progressivement.

Ce qui nous attend n'est donc pas une crise, à proprement parler, mais une phase de consolidation de l'économie à un niveau élevé. Les constructeurs automobiles et leurs sous-traitants connaîtront sûrement une année difficile, avec de nouvelles baisses de commandes.

Ce constat ne se vérifie pas forcément pour toutes les entreprises de construction mécanique du Bade-Wurtemberg. Dans ce domaine, nous avons beaucoup de groupes industriels qui sont des leaders mondiaux, le plus souvent sur des marchés de niche. Dans une phase de ralentissement, ils profiteront toujours de leur réputation. Pour le BTP, tout dépendra du temps que durera le ralentissement général.

Dans l'industrie, les mesures de chômage technique devraient permettre de rééquilibrer le nombre d'heures supplémentaires accumulées sur les comptes épargne-temps.



DR

Simon Kaiser envisage l'avenir sereinement pour l'économie du Bade-Wurtemberg.

Nous ne nous attendons donc pas à avoir une vague de licenciements massifs en 2009. Dans certaines branches, les entreprises continuent à rechercher du personnel qualifié. Et la crise ne devrait rien changer à cette situation dans un futur proche. Du coup, le licenciement d'employés qualifiés devrait toujours rester une solution de dernier recours.

Dans la région, il est faux de comparer la situation actuelle à la crise de 1929. La situation n'est pas aussi sombre qu'à l'époque. Notre économie est aujourd'hui tirée par un tissu de PME qui sont bien établies dans toutes les branches, comme dans la construction de machines ou l'électrotechnique.

Beaucoup de ces entreprises ont utilisé les années de boom économique pour augmenter leurs capitaux propres, adapter leur gamme de produits et s'orienter vers de nouveaux marchés. Cette flexibilité a contribué à les rendre plus compétitives dans le monde entier et pourrait se transformer en avantage dans le contexte actuel. Du coup, le nombre de faillites ne devrait pas augmenter l'année prochaine.

Enfin, le facteur psychologique continuera d'avoir une influence importante sur les marchés. L'Etat, par ses mesures de soutien aux secteurs de l'économie en difficulté, aura donc un rôle décisif à jouer dans la relance de l'économie. »

Propos recueillis par Anette Bender

« Le pire scénario, c'est une croissance trop rapide »

Christian Bachhäubl redoute l'emballement du marché des énergies renouvelables.

« **M**on chiffre d'affaires double tous les ans. Mais je m'attends à ce que la croissance ralentisse dans les prochaines années. C'est même souhaitable. Paradoxalement, le pire scénario, c'est une croissance trop rapide du marché. Beaucoup seraient tentés de créer leur entreprise uniquement par appât du gain. Sans véritable savoir-faire. Chez Südwestsolar, on a une ligne directrice et on s'y tient. Pas question d'installer un panneau solaire ou une pompe à chaleur à tout prix, sans discernement. Notre crédibilité repose sur la qualité de notre expertise. De plus, le dynamisme de l'économie verte doit beaucoup au soutien politique. Le Bade-Wurtemberg propose des aides

aux personnes qui installent un mode de chauffage écologique chez eux. Cette politique soutient la demande, même en temps de crise.

Avant de créer Südwestsolar, j'étais chauffagiste. L'entreprise où je travaillais investissait tantôt dans le fuel, tantôt dans le gaz, au gré du prix des énergies. Cette manière de faire ne correspondait pas à ma philosophie. En 2003, j'ai donc décidé de faire du tout-écologique. À l'époque, c'était nouveau. Il y avait beaucoup d'idéalisme dans ma démarche. Mais je ne regrette pas mon choix, d'autant que les énergies renouvelables sont devenues économiquement très rentables. »

Propos recueillis par Gaëlle Dietrich



DR

Christian Bachhäubl est directeur de Südwestsolar, une entreprise spécialisée dans les énergies renouvelables.

Au centre, le gros chantier de 2009 : reconstruire le système économique rhénan.

PASS AGE

no Vert: 0 800 747 800*

*gratuit depuis un poste fixe
appel anonyme
ouvert du lundi au vendredi de 13h à 21h

WWW. PASS-AGE.FR

DES ESPACES RÉSERVÉS AU
MOINS DE 25 ANS, POUR :

- > PARLER
- > ÉCHANGER
- > QUESTIONNER
- > S'INFORMER



Pôle de ressources
«conduites à risque»

